

Mineurs et dockers anglais solidaires dans la grève

p 16

lutte **ouvrière**

**Pologne :
les
hésitations
de
Jaruzelski**

P. 9

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 842 - 21 juillet 1984 - prix : 6 F



***Le
Parti Communiste
ne sort pas
du gouvernement
pour préparer
les luttes...***

***Aux travailleurs
et aux militants
de s'y préparer
eux-mêmes.***

sommaire

Dans le monde

Page 8 :

- Afrique du Sud : la grève des mineurs noirs s'amplifie.
- France-Afrique du Sud : poignée de main au leader de l'ANC, bonnes affaires avec les dirigeants de l'Apartheid.

Page 16 :

- USA : un « ticket » Mondale-Ferraro pour rester dans le même wagon.
- Grande-Bretagne : face à l'action ouvrière, Thatcher en difficulté.

En France

Page 4 :

- Quand la gauche était opposée aux référendums.
- Attentats contre les touristes français en Espagne : otages de l'ETA... et des Etats.

Page 9 :

- Dans les entreprises : Triage de Villeneuve-Saint-Georges ; Caisse d'allocations familiales (Paris XV^e) ; Chantiers Navals Nord-Méditerranée - La Ciotat ; Hôpital-Sud (Bordeaux).

Page 10 :

- PTT : après le plan Daucet, le rapport Chevallier : quand la poste fait peau neuve, c'est toujours une peau de chagrin.

Culture

Page 13 :

- Il y a 100 ans naissait Panaït Istrati.

Page 14 :

- Cinquantenaire de la découverte de la radioactivité artificielle : un livre : *La radioactivité artificielle et son histoire*, de Pierre Radvanyi et Monique Bordry ; une exposition au Palais de la Découverte.

Page 15 :

- Exposition : 100 ans d'automobile française.
- Film : *La déesse*.

★ ★ ★

Page 6 :

- Itinéraire des caravanes de Lutte Ouvrière.

Page 7 :

- Il y a 70 ans, en juillet 1914, de l'attentat de Sarajevo à la déclaration de guerre.

Page 12 :

- Suite de la publication des listes de souscription pour soutenir la liste Lutte Ouvrière aux Européennes.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Courrier des lecteurs

Une lectrice de Lille nous fait part, comme elle l'a fait auprès de la presse locale, de conditions d'hospitalisation lamentables au Centre hospitalier régional de sa ville — une situation d'autant plus révoltante que, depuis deux ans, un hôpital tout neuf, l'Hôpital B, dans lequel devrait se trouver le service de traumatologie qu'évoque cette lectrice, n'est pas encore complètement ouvert, faute de crédits et de personnel.

Voilà qui a peut-être contribué à faire faire des économies façon Bérégovoy à la Sécurité sociale... du moins dans le court terme.

les conditions de travail rétrogrades, avec un matériel vieux, usé et presque inexistant.

Je tiens à préciser que si les courts séjours en milieu hospitalier peuvent être bénéfiques, voire souhaitables dans certains cas, il faut que cela soit sans danger pour les opérés. Surtout pour ceux qui subissent une transplantation osseuse ou autre. Intervention qui nécessite toute l'attention, l'hygiène, l'asepsie la plus rigoureuse et surtout que l'on fasse attention à ne pas renvoyer trop vite les patients afin que leur lit puisse profiter à une autre victime !

Ceux qui prônent l'économie dans les hôpitaux et sur la santé devraient réaliser que mon cas n'est pas unique et que cela coûte certainement plus cher de se faire rafistoler par étapes que de subir une intervention dans des conditions correctes. Les malades n'ont pas à subir le contrecoup des fausses économies sur la santé.

Je suis profondément touché physiquement autant que moralement par les conditions déplorables d'hospitalisation que j'ai dû vivre et que je vis encore, du reste. Alors que des locaux flambant neufs n'attendent que leur ouverture et ceci dans l'Hôpital B.

Qu'attend-on ? Ceux-ci finissent par s'étioler tant ils languissent d'être enfin occupés.

Et l'humanisation des hôpitaux, un vain mot à jamais anéanti... »

Mme M.M., Lille

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM :

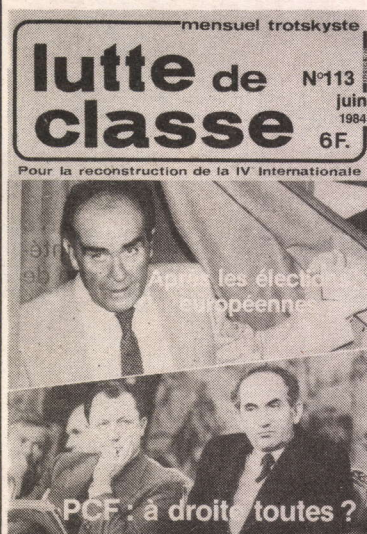
Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



Le numéro 113 de LUTTE DE CLASSE, mensuel trotskyste, édité par LUTTE OUVRIERE, est en vente.
Au sommaire :

- Elections européennes : le recul de la gauche.
- PCF : à droite toutes ?
- Allemagne : grève pour les 35 heures.
- Indira Gandhi et les Sikhs : l'Inde des nationalismes.
- Uruguay : la fin de la dictature militaire.
- Parti Communiste Internationaliste : vers quel parti des travailleurs ?

Le Parti Communiste ne sort pas du gouvernement pour préparer les luttes.

Aux travailleurs et aux militants de s'y préparer eux-mêmes

LE Parti Communiste a donc choisi, à la surprise générale, de ne pas participer au gouvernement Fabius qui remplace celui de Pierre Mauroy. Ses dirigeants ont déclaré que, puisque ce gouvernement n'entend pas mener la politique économique et industrielle qu'ils préconisent, ils ne sont pas d'accord. Ils ne « *se sentent pas le droit moral de laisser croire* » aux travailleurs que ce gouvernement puisse leur être favorable. « *Nous nous refusons à les tromper* », a déclaré Pierre Juquin au nom du PCF.

Cela sonne très bien. Mais alors, que faisaient les quatre dirigeants du Parti Communiste dans le gouvernement de Pierre Mauroy ?

Car enfin cela fait deux années déjà que le gouvernement applique ouvertement, avec la participation et la solidarité des ministres membres du Parti Communiste, une politique d'austérité pour les travailleurs, alors que le grand patronat est systématiquement encouragé à accroître ses profits au détriment des salaires.

Alors, oui, pendant tout ce temps, en participant à un gouvernement prétendument de gauche, mais qui menait une politique de droite, en cautionnant le gouvernement et ses mesures anti-ouvrières, les dirigeants du Parti Communiste ont trompé la classe ouvrière, à commencer par leurs propres militants. Et cette politique des dirigeants du Parti Communiste a fortement contribué à désorienter la classe ouvrière, à démoraliser les membres du Parti Communiste lui-même, et par la même occasion à lui faire perdre une partie de son crédit et de son influence, et pas seulement électorale.

Maintenant, les dirigeants du Parti Communiste ont décidé que c'en était assez. Mais proposent-ils une autre politique à la classe ouvrière ? Disent-ils clairement à la classe ouvrière qu'elle n'a rien à attendre de ce gouvernement, de ses mesures, de ses lois, qu'elle ne peut se défendre que par la lutte ? De toute évidence, non !

Les dirigeants du PCF déclarent clairement qu'ils ne veulent pas gêner le gouvernement, qu'ils se considèrent toujours comme faisant partie de la majorité et qu'ils sont prêts à reprendre du service en tant que ministres « *si les conditions étaient à nouveau créées* ».

C'est le soutien sans participation, c'est le ministérialisme sans ministre ; c'est encore une façon d'être responsable, mais pas devant les travailleurs : devant la bourgeoisie et son personnel politique. Et c'est enfin encore une

façon de tromper les travailleurs et les militants du Parti Communiste eux-mêmes.

Un automne chaud ? Il n'y a pas de raison, a déclaré en substance André Lajoinie, d'un ton patelin, devant les caméras de la télévision, pour ajouter que ce n'est pas parce qu'il n'est pas au gouvernement que le Parti Communiste va faire de la démagogie.

Eh oui ! Les dirigeants du Parti Communiste voudraient bien regagner un peu le terrain perdu depuis deux ans dans la classe ouvrière, en donnant à leur soutien au gouvernement une allure plus oppositionnelle. Seulement, le Parti Communiste, ce n'est pas uniquement ses dirigeants et leurs calculs politiques, mais ce sont aussi ces milliers de militants qui, depuis deux ans, se sentaient en porte à faux par rapport à leurs camarades de travail, amenés à justifier une injustifiable politique d'austérité, qui étaient déboussolés et ligotés par la participation ministérielle de leurs dirigeants.

Et c'est en partie d'eux, de leurs réactions, de leur désir d'arrêter la dégradation incessante de la condition ouvrière, de leur capacité à comprendre qu'il n'y a rien à attendre de ce gouvernement, qu'il dépendra que l'automne soit « chaud ».

Et au-delà d'eux, c'est des travailleurs eux-mêmes, de leur résistance, que le véritable changement dépend. Comme la droite, comme Mitterrand et le Parti Socialiste, la direction du Parti Communiste peut bien faire ses petits calculs.

Le dernier mot appartient à la classe ouvrière, avec en son sein les militants ouvriers, y compris ceux du Parti Communiste qui se sentent davantage liés à leurs camarades de travail, au camp des travailleurs, qu'à celui des leaders politiques, ministres, ex-ministres ou futurs ministres.

Les choses sont claires : sous Fabius comme sous Mauroy, avec des ministres communistes ou sans eux, la classe ouvrière, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leurs propres ressources et leurs propres capacités.

Leur seul moyen pour se défendre, c'est celui qu'emploient les mineurs et les dockers anglais, c'est celui qui consiste à se faire craindre.

Non, les perspectives ne sont pas bouchées pour les travailleurs. A condition qu'ils n'hésitent pas à prendre la voie de la lutte déterminée.

Arlette LAGUILLER

PCF : les éléments d'un choix

C'est à Pierre Juquin qu'il est revenu, jeudi 19 juillet, d'expliquer au cours d'une conférence de presse la décision que venait de prendre son parti de ne pas reconduire sa participation au gouvernement. « *L'attribution à des ministres communistes de tel ou tel ministère — aux moyens d'ailleurs mal définis — ne peut pas constituer en elle-même une garantie* », a-t-il dit, après avoir déploré n'avoir pas obtenu « *la définition nette d'une politique nouvelle et des actes résolus pour la mettre en œuvre* ». « *Dans ces conditions* », a dit Pierre Juquin, nous ne nous sentons pas le droit moral de laisser croire à des millions de femmes, d'hommes, de jeunes en proie aux déceptions, aux inquiétudes, que nous pourrions, dans le gouvernement actuel, répondre à leur attente. Nous nous refusons à les tromper, comme à nous tromper nous-mêmes ».

Ce qui revient à reconnaître que depuis trois ans, au gouvernement, le PCF ne fait rien d'autre que « *tromper* » ses électeurs, ses militants et la classe ouvrière.

Quel est donc l'élément nouveau qui a fait que, cette fois, les dirigeants du PCF ont choisi de ne pas mener plus longtemps ce jeu qu'ils menaient sans trop de scrupules depuis trois ans ?

Car cela fait trois ans en fait que le PCF est placé face à la même contradiction : il mène au gouvernement la politique de la bourgeoisie, une politique dirigée principalement contre les travailleurs et les couches populaires qui sont l'essentiel de sa base sociale. Il en retire les avantages d'un parti gouvernemental, les postes de ministres et les profits matériels qui en découlent, la reconnaissance qu'il est un « parti de gouvernement » respectable dans le système politique bour-

geois. Mais il paye cela de l'érosion de ses positions électorales, de la démoralisation qui se fait jour dans ses propres rangs, parmi ses propres militants mis en porte à faux entre la politique de leur parti et les intérêts des couches populaires qu'ils souhaiteraient défendre.

La politique de Marchais, consistant à se démarquer des mesures les plus impopulaires prises par le gouvernement pour tenter d'apparaître comme le défenseur des intérêts des travailleurs au sein de celui-ci, n'a pas suffi à donner le change et à enrayer le déclin électoral du parti, comme l'ont montré les résultats des élections européennes du 17 juin dernier.

C'est dans ce contexte que les dirigeants du PCF ont fait leur choix, et ont estimé qu'il ne leur était plus possible de poursuivre une participation gouvernementale dont pour-

tant, jusqu'à présent, ils se sont montrés prêts à assumer toutes les conséquences et à payer le prix.

On est loin de connaître aujourd'hui tous les éléments de ce choix. Celui-ci a fait suite à des tentatives de dernière heure auprès du nouveau Premier ministre Fabius, dans la nuit du 18 au 19 juillet. « *Nous considérons* », avait déclaré la veille au soir Georges Marchais, *qu'il faut résolument s'engager vers une politique de croissance qui permette de stopper le développement du chômage et qui commence à le résorber* ». Au moment de reconduire le contrat, le PCF cherchait à obtenir que, au moins en paroles, le nouveau gouvernement fasse un peu semblant de tenir compte de ses avis, se montre en somme prêt à tolérer le jeu des demi-critiques, des demi-oppositions dont le PCF a un besoin vital.

Qu'a répondu Fabius ? Quels postes a-t-il proposés au PCF dans son gouvernement ? Quelles conditions lui a-t-il posées ? On ne le sait pas. On sait que les dirigeants du PS, et notamment Lionel Jospin, ont affirmé que, pour eux, ils ne voyaient pas de problème à reconduire une participation gouvernementale du PCF. Il est vrai que le contexte politique, la chute électorale du PCF, l'image même qu'un homme comme Fabius cherche à donner de lui-même ne l'incitaient sans doute pas à faire, même en paroles, des gestes ou des concessions en direction du PC. Mais sur le fond, les conditions posées par le PS, par Mitterrand et par Fabius n'étaient sans doute substantiellement guère différentes de celles qu'ils mettent, depuis 1981, à la participation gouvernementale du PC.

(SUITE DE CET ARTICLE PAGE 5)

□ Quand la gauche était opposée aux référendums

Depuis la fin de la dernière guerre, le pays a connu 9 référendums. Le prochain, celui de Mitterrand, s'il a lieu, sera le dixième.

Trois de ces référendums se sont déroulés en 1945-1946, pour déterminer quelle serait la nouvelle Constitution. Puis les référendums revinrent avec De Gaulle à partir de 1958 : il en organisa cinq. L'un en 1958 au sujet de la Constitution de la V^e République, deux en 1961 et avril 1962 au sujet de l'autodétermination de l'Algérie, puis des accords d'Evian. Le quatrième, en octobre 1962, pour faire approuver l'élection du président de la République au suffrage universel. Quant au cinquième, en 1969, sur la régionalisation, il connut une majorité de « non », et De Gaulle, se sentant désavoué, démissionna.

Enfin, en 1972, Pompidou, successeur de De Gaulle, s'essaya à cette méthode, à propos de l'élargissement de la Communauté européenne.

Ces référendums ont eu des caractères plébiscitaires plus ou moins marqués, et la gauche a adopté à leur égard des positions variables selon les circonstances. Les référendums gaullistes ont, dans l'ensemble, été désavoués par elle.

A propos du référendum de 1961, Mitterrand écrivait : « On nous présente un référendum truqué. Nous lui contestons toute valeur. A l'avance, nous en récusons les résultats » ; et Savary : « Ce référendum plébiscite est ambigu. S'il n'était qu'inutile, il serait possible de l'ignorer. Mais comportant un blanc-seing accordé au pouvoir, il peut être très dangereux ».



Qu'il est loin le temps où Mitterrand était contre les référendums... lors de la campagne électorale de 1969.

En 1962, Jacques Duclos rappelait, au nom du PCF : « Nous entendons réaffirmer notre hostilité de principe au système référendaire, d'inspiration plébiscitaire et de tradition bonapartiste... ».

Lors du référendum d'octobre 1962, ce fut une levée de boucliers, à gauche, à propos du référendum, mais aussi parce que la gauche était opposée à l'élection du président de la République au suffrage universel.

Guy Mollet, dirigeant du Parti Socialiste, déclara : « C'est inconcevable et inadmissible ». Duclos : « Le chef de l'Etat est résolu de changer le mode d'élection du président de la République dans le dessein très précis d'accroître la

personnalisation du pouvoir et de créer des conditions d'une dictature de fait ».

Le Conseil général de la Nièvre, dirigé par Mitterrand, s'éleva « contre le caractère plébiscitaire du prochain référendum... ». Ce qui n'a pas empêché Mitterrand, dix-neuf ans plus tard, d'être élu président de la République de cette façon jugée antirépublicaine.

Laissons le mot de la fin à Bérégovoy, en 1972 : « Le référendum, tel qu'il est pratiqué sous la Cinquième République (...), à la seule initiative du chef de l'Etat (...), est une arme conçue pour mettre le suffrage universel au service du pouvoir autoritaire ». Quelle prémonition, Bérégovoy !

A.P.

□ Mitterrand annonce une diminution d'impôts : Il nous prend pour des con...tribuables

C'est le 14 juillet, au milieu des pétards, que Mitterrand a annoncé que « l'impôt va connaître en 1985 sa plus forte baisse depuis la Libération. (...) Cette réduction sera d'environ 8 % par rapport à la masse des impôts ».

Mais en fait, ces 8 % constituent une moyenne qui comprend des impôts dus par les patrons — la taxe professionnelle — et des impôts payés par les particuliers. Rien n'indique que le pourcentage sera le même. Le Figaro du 16 juillet envisage une baisse de 14 % pour les patrons et de 5,8 % pour les

ménages. Autant dire que, sur la feuille d'impôts du particulier, cela ne va pas beaucoup se remarquer.

En fait, le gouvernement se contenterait surtout de ne pas percevoir les impôts supplémentaires qui avaient été prévus pour l'an prochain (35 à 40 milliards de francs). Et les 5,8 % en moyenne de diminution des impôts des ménages ainsi obtenus ne seront vraisemblablement qu'une diminution... de l'augmentation qu'ils auraient dû payer !

Et puis, comme il n'y a pas de miracle, et le déficit chronique du budget étant ce qu'il

est, le gouvernement ne peut guère se priver de ses recettes. Il faudra bien qu'il trouve de l'argent ailleurs. Et gageons que si ce n'est pas comme contribuables, ce sera comme usagers des services publics que nous paierons, puisqu'on reparle avec insistance de faire des coupes claires dans les différents budgets ministériels comme l'Education nationale et les hôpitaux.

Et voilà comment cette « diminution d'impôts » consistera sans doute, en fait, en cadeaux effectifs au patronat, aux dépens de l'ensemble de la population.

Attentats contre les touristes français en Espagne

Otages de l'ETA... et des Etats

Les militants de l'ETA-Militaire basque ont plastiqué, dans la nuit du 10 juillet, cinq camions français près de Burgos, fait exploser plusieurs voitures de tourisme à Pampelune au matin du 14 juillet et provoqué un début d'incendie dans un car où dormaient des touristes, tandis qu'à Saint-Sébastien, plusieurs agences Renault étaient endommagées.

Ce serait là la riposte au durcissement de l'attitude du gouvernement français à l'égard des ressortissants basques espagnols réfugiés en territoire français.

En effet, depuis le 14 juin dernier, des accords franco-espagnols officiels stipulent que les terroristes basques ne seront plus considérés comme des réfugiés politiques et que chaque Etat s'engage à « employer tous les moyens nécessaires pour empêcher que le territoire de l'un ou l'autre pays puisse servir de base pour commettre des actes criminels contre la sécurité de l'un quelconque des deux Etats ».

En d'autres termes, c'était la promesse de la part du gouvernement français de coopérer encore plus directement avec l'Etat espagnol dans sa chasse aux séparatistes.

Alors, face au gouvernement français qui se montre de plus en plus complice de l'Etat

espagnol, qui laisse agir les commandos du GAL (groupe terroriste d'extrême-droite) en France contre les réfugiés, qui a aidé à en déporter certains vers l'Amérique centrale, en a assigné des dizaines d'autres à résidence au nord de la Loire et qui — dernière violence en date — a utilisé pour la première fois, le 5 juillet dernier, un mandat lancé par Interpol (pourtant spécialisé quasi exclusivement dans les délits de droit commun) pour jeter en prison six autres militants, il fallait bien s'attendre à une riposte de ce type de la part de l'organisation indépendantiste basque.

Bien sûr, en s'attaquant de la sorte à des touristes individuels (et ce ne sont pas en général les représentants du capitalisme français qui voyagent en Renault 4 !) qui n'y sont pour rien, l'ETA-Militaire mène des actions qui ne valent guère mieux que celles des Etats qu'elle prétend combattre. Elle montre par là même le peu de cas qu'elle fait de l'opinion des travailleurs et de la population, qu'ils soient d'un côté ou de l'autre des Pyrénées. Mais au fond, les touristes qui se retrouvent ainsi pris en otages... le sont au moins autant du fait des Etats espagnol et français que du fait de l'ETA elle-même.

Anne GARBE

Au central téléphonique inter-archives (Paris)

La grève des permanences de nuit continue

Depuis le 2 juillet, les agents qui assurent les permanences de nuit au central téléphonique Inter-Archives font la grève de ces permanences.

Le mercredi 11, la direction régionale, venue soi-disant négocier, leur proposait 6 h 20 de compensation... alors qu'ils en ont 12 actuellement et qu'ils en réclament 18 depuis que l'administration veut leur imposer un surcroît de travail avec la surveillance d'un nouveau central automatique...

En réponse, l'assemblée générale des grévistes décidait le jeudi 12 de refuser d'assurer, en plus des permanences de nuit, celles des dimanches et jours fériés, dès le week-end du 14 juillet.

La direction, pour que la surveillance soit assurée, a alors cherché des volontaires parmi les inspecteurs. N'en trouvant qu'un seul sur une vingtaine de présents, elle a alors désigné

d'office l'ensemble des inspecteurs pour remplacer à tour de rôle les grévistes.

Le nouveau directeur du centre, arrivé depuis le lundi 16 juillet, a convoqué le jeudi 19 une délégation des grévistes.

Il leur a annoncé que, soit ils acceptaient de continuer à faire des nuits avec la compensation actuelle en attendant une réorganisation du service de permanence, soit il réorganisait dès le 20 juillet les services de permanence en y incluant tout le personnel technique, quitte à changer leurs horaires.

L'assemblée générale des grévistes a décidé de continuer le mouvement et a convoqué le 20 juillet au matin une AG de tout le personnel du centre. L'ambiance de l'AG s'est tendue dès la réponse du directeur et, ce qui est à l'ordre du jour, c'est la grève sur tout le centre.

Correspondant LO

Mitterrand tente de ravalier la façade



Fabius : son plan de carrière politique est pour le moment un modèle pour chaque énarque (AFP)

En prenant la décision de remercier le gouvernement Mauroy, quelques jours après l'annonce de son référendum de modification de la Constitution et du retrait de la loi Savary sur l'enseignement privé, Mitterrand entendait créer l'événement dans la situation politique française. A vrai dire, l'annonce d'un changement de gouvernement n'est pas vraiment une surprise. Il en était fortement question au cours de ces dernières semaines, particulièrement depuis les élections européennes.

Mitterrand se trouvait, en effet, placé dans une situation qui exigeait qu'il prenne une initiative politique, aussi spectaculaire que possible.

Le résultat des élections européennes, au travers duquel la gauche est apparue en net recul dans le corps électoral, résultat suivi à son tour par la réussite de la manifestation du 24 juin à Paris des partisans de l'enseignement privé et de la droite, avait placé Mitterrand dans la situation inconfortable de s'appuyer sur une majorité qui est apparue plutôt... minoritaire sur le plan électoral. Thème que la droite ne s'est évidemment pas fait faute d'exploiter abondamment depuis le 17 juin.

Mais la droite avait l'initiative politique, indépendamment même du résultat électoral des Européennes, et cela depuis toute une période.

Alors, que pouvait faire Mitterrand ? Le champ de ses possibilités est limité sur le fond, puisqu'il n'a pas d'autre politique à mener que celle qu'il mène au service du grand patronat et de la haute finance. Il ne dispose guère comme terrain de manœuvres que de celui des manœuvres politiques. Mais même sur ce terrain, les perspectives sont dans le contexte actuel assez restreintes. Certes, Mitterrand pourrait envisager de gouverner y compris avec des hommes politiques de droite. Rien ne l'en empêche... sauf que ces hommes-là, eux, ne voient sans doute aucun intérêt à se prêter actuellement à une opération de ce genre.

Alors, changer de Premier ministre était bien la seule initiative laissée au pouvoir de Mitterrand. Et de ce point de

vue, le choix de Laurent Fabius est bien sûr significatif.

Alors que Mauroy incarne le type du politicien socialiste traditionnel, formé à l'école de la vieille SFIO, Fabius, lui, est un « énarque » de bonne famille, venu au PS en 1974 dans le cadre de son plan de carrière politique... A ce titre, il est sans doute vu d'un meilleur œil dans les milieux conservateurs.

La déclaration de Mitterrand du 12 juillet avait, en fait, déjà annoncé la couleur.

Certes, sur le terrain des manœuvres politiques, sa proposition de référendum sur la possibilité de faire de nouveaux référendums était une trouvaille qui a été dûment saluée, y compris parmi les politiciens de droite. Et c'est un fait que cette manœuvre contient dans une certaine mesure un piège pour ces derniers. Répondre « oui » à un référendum dû à l'initiative du président, c'est évidemment renforcer celui-ci. Répondre « non », si la question se présente sous l'aspect d'une extension des libertés, c'est aussi bien délicat. Les partis de droite semblent plutôt s'orienter vers une tactique parlementaire visant à faire capoter le projet de référendum lui-même. Toujours est-il qu'ils se montrent pour le moment assez embarrassés pour trouver le moyen de déjouer ce piège.

Il n'en demeure pas moins que la loi sur laquelle la droite menait le plus fort de son offensive depuis des mois, cette fameuse loi Savary, Mitterrand a choisi de la retirer purement et simplement. Il a certes évoqué la possibilité de proposer un autre texte sur l'organisation de l'enseignement, mais dans des termes tellement sibyllins et dans un délai si indéterminé, que rien ne peut masquer la reculade du pouvoir en la matière et la satisfaction accordée à la droite.

L'ensemble de la politique actuelle de Mitterrand se donne donc une coloration plus sensiblement à droite. Cet infléchissement reste cependant soigneusement dosé. Les modifications dans la répartition des ministères montrent plutôt une promotion de personnalités de la « gauche » du

Parti Socialiste (si toutefois on peut considérer que le ministre de l'Education nationale, auquel Chevènement a été nommé, est plus une promotion qu'une peau de banane...).

En tout cas, Mitterrand et Fabius ont eu là matière à exercer leur art du dosage savant, sans rien renouveler réellement.

La nouveauté, c'est évidemment le départ des ministres du PCF, mais cette initiative n'apparaît pas comme du fait de Mitterrand. Fiterman, Ralite, Le Pors et Rigault n'ont pas été « mis à la porte » par ses soins. Le 18 juillet, dans la soirée, Lionel Jospin pour le Parti Socialiste, déclarait encore à la télévision ne pas voir de problème au maintien de la présence du PCF au gouvernement, bien entendu sur la base de la politique voulue par Mitterrand, mais il n'a jamais été question d'autre chose.

Le fait que le PS se retrouve désormais seul pour assumer la responsabilité de la politique gouvernementale ne lui prépare peut-être pas, en effet, des lendemains électoraux qui chantent...

En tout cas, que le départ du PCF du gouvernement tienne aux choix du PCF lui-même, et non à l'initiative de Mitterrand, c'est une chose que Bernard Pons n'a pas manqué de souligner immédiatement, jeudi 19 juillet. Pour parer sans doute à l'éventualité que ce départ soit susceptible d'améliorer l'opinion que les électeurs de droite ont de Mitterrand...

Mais, que Mitterrand mène une politique de droite, qu'il capitule devant les exigences de cette dernière, retire ses propres projets de lois, prenne un Premier ministre n'apparaissant pas comme un homme de gauche, rien de tout cela cependant ne sera suffisant pour désarmer l'opposition, sinon la hargne des milieux bourgeois et petits-bourgeois sur lesquels les politiciens de droite bâtissent leur carrière. Les reculades et les infléchissements de Mitterrand, aussi enrobés et pesés soient-ils, ne peuvent que miner encore plus le terrain pour la gauche gouvernementale, et en fin de compte, préparer de nouveaux glissements.

Christiane LE GUERN

PCF : les éléments d'un choix

(SUITE DE LA PAGE 3)

Mais il faut croire que les dirigeants du PCF ont estimé le moment venu de prendre un peu plus leurs distances avec le nouveau gouvernement. Ils cherchent ainsi sans doute à répondre aux problèmes internes du parti lui-même, fortement secoué, semble-t-il, par les résultats des élections européennes. Là encore, on ne connaît pas le détail des débats internes, paraît-il houleux, qui ont eu lieu à la direction du PC entre les partisans de la poursuite de l'expérience gouvernementale et ceux d'une rupture ; mais les conséquences patentes et catastrophiques de la participation gouvernementale donnaient sans doute tout leur poids aux arguments des seconds.

Et en tout cas, la décision prise permettra de jeter un peu de lest et de mettre un peu plus à l'aise les nombreux militants du parti qui, décidément, ne comprenaient plus pourquoi le parti devait tout sacrifier, de son influence et de ses positions militantes, pour des strapontins de ministres sans aucun pouvoir.

Au-delà, les dirigeants du PCF font sans doute le calcul que, en prenant plus nettement leurs distances d'avec la politique gouvernementale que la politique de Marchais ne permettait jusqu'à présent de le faire, ils en feront moins les frais sur le plan électoral, voire progresseront un peu aux dépens du PS, seul désormais à assumer les responsabilités de la politique d'austérité.

Le choix fait par le PCF reste cependant extrêmement mesuré et modéré dans les termes. On peut constater com-

bien le PCF tient à ne pas couper les ponts avec le PS, et à ne pas donner à son départ du gouvernement les dimensions d'un changement profond de politique. Le PCF ne se place pas dans l'opposition. « Nous restons entièrement disponibles pour favoriser et soutenir toute mesure qui ira dans le sens des engagements pris. Et pourquoi pas, si les conditions étaient à nouveau créées, reprendre notre place au gouvernement pour le plus grand profit de notre nation, du monde du travail et de l'Union de la gauche elle-même ? », a déclaré Juquin. Les raisons mêmes invoquées pour son départ, mettant l'accent sur la nécessité d'une politique économique et sociale « avec comme objectif : une modernisation de notre économie appuyée sur le développement de la recherche, de la formation, des productions et des emplois utiles au pays » mon-

trent que le PCF, en partant, cherche à réaffirmer qu'il est un parti de gouvernement, un parti responsable qui se place du point de vue des intérêts de la bourgeoisie française et qui est disponible pour mener sa politique, même si ce n'est pas tout à fait à n'importe quelles conditions.

En même temps qu'il sort du gouvernement, le PCF cherche à ne rien compromettre, ni les possibilités d'alliance avec le PS, ni, au-delà, l'image péniblement acquise d'un parti gouvernemental et les occasions qu'il pourrait avoir encore de démontrer son utilité aux intérêts de la bourgeoisie, de l'extérieur du gouvernement à défaut de pouvoir le faire de l'intérieur. C'est ainsi que André Lajoinie, pour sa part, a tenu à assurer que la sortie du gouvernement n'impliquait en aucune manière « une escalade » vers les grèves et une

impulsion donnée aux luttes de la classe ouvrière.

Les dirigeants du PCF font maintenant le calcul que, malgré tout, la plus grande liberté qu'il se donne désormais à l'égard de la politique gouvernementale lui permettra de retrouver un peu du crédit perdu auprès de ses électeurs, de ses propres militants et de la classe ouvrière. L'avenir dira si ce calcul est juste. Mais ils savent aussi que la politique du PCF sorti du gouvernement risque de ne réussir ni à donner le change, ni à apparaître comme différente de la politique précédemment menée, ni à arrêter l'hémorragie électorale et militante que connaît le PC. Et c'est bien ce qui fait que, au moment où ils sortent du gouvernement, les dirigeants du PC, loin de paraître libérés, semblent plus que jamais inquiets pour l'avenir de leur parti.

André FRYS

Marchand de Tapie

Le Tour de France « se porte bien ». C'est le quotidien *L'Equipe* qui le dit. Et Bernard Tapie, homme d'affaires autrefois spécialisé dans le rachat d'entreprises en difficulté — c'est ainsi qu'il aurait bâti sa fortune — investit aussi dans le Tour.

C'est lui qui est le patron de Bernard Hinault et de son équipe. Il paie tout et en échange, Hinault, son support commercial, se doit d'être le meilleur. Son succès, c'est aussi le succès des productions de Tapie, liées à l'industrie du sport, matériel de culture physique, maillots, etc. Ainsi,

35 000 maillots ont été vendus en trois mois et demi.

Mais aujourd'hui, une nouvelle star du cyclisme est en train de naître si l'on en croit les résultats : Laurent Fignon.

Hinault, valeur sûre et confirmée il y a peu, risque-t-il aujourd'hui d'être dépassé ? Et Tapie aussitôt de déclarer à *L'Equipe* : « Fignon m'intéresse ». « Il a une gueule, un style. Je me vois très bien l'impliquer dans une ligne de prêt-à-porter ».

Alors si Hinault se prend une veste cette année, Tapie est déjà prêt à le remplacer...



Il reste encore un peu de place sur le maillot pour d'autres publicités. (AFP)

La technique du gendarme

Mitterrand est allé visiter l'après-midi du 14 juillet, le champ de manœuvres de Melun. Là, il a eu le plaisir de voir 4.000 gendarmes défiler devant lui à pied, à cheval et en voiture (blindée)...

Pour le bon peuple, il y a bien ces gendarmes moustachus et débonnaires qui tirent l'oreille des braconniers. Mais ce ne sont pas ces gendarmes-là qui ont présenté armes : ce sont la gendarmerie maritime, la gendarmerie de l'air, les groupements de sécurité et d'intervention avec leur matériel sophistiqué, la gendarmerie mobile et ses véhicules de combat, des hélicoptères et des véhicules blindés avec automitrailleuse légère, des véhicules blindés à roues et à canon de 90 mm.

Bien sûr, ce n'est pas ce matériel-là que l'on aperçoit les week-ends au bord des routes, à côté de la camionnette des gendarmes. Mais il est tout de même là, prêt à servir ; pour le cas où il faudrait inspirer à la population une « peur du gendarme » favorable aux possédants.

Paroles... paroles...

Par un décret publié le 14 juillet au *Journal Officiel*, le gouvernement a décidé la création de dix comités régionaux de bassin d'emploi qui réuniront des élus locaux, des représentants du patronat et des organisations syndicales.

Pour chacun de ces comités, un président a été nommé. Et tous ces présidents siégeront également avec des représentants de différents ministères dans un comité de liaison, dont la mission, d'après le quotidien *Les Echos* du 16 juillet sera « de faciliter les échan-

ges d'expériences entre les comités de bassin, d'organiser avec les administrations des actions d'information et de répondre aux demandes d'avis du ministre sur l'application au niveau local de la politique de l'emploi ».

Ce ne sont donc pas les paroles et les recommandations qui vont manquer. On ne voit pas comment cela pourrait résoudre le problème des 2,5 millions de chômeurs. Mais en attendant, cela fournira un emploi... aux titulaires de ces sinécures !

La B.A.C. vure

Le jeune conducteur d'une Simca, signalée comme volée, qui, tous feux éteints, roulait dans les rues de Montrouge lundi 16 juillet à trois heures du matin, a été abattu d'une balle dans la nuque alors qu'il tentait de se soustraire à un contrôle policier.

Le membre de la BAC (Brigade anti-criminalité) qui l'a tué aurait craint pour la vie d'un de ses collègues bousculé par la voiture qui tentait de prendre la fuite. Et, par réflexe, en quelque sorte, il aurait dégainé et tiré.

Une seule fois. Avec une efficacité redoutable, puisque la balle, pénétrant par la lunette arrière a suffi pour toucher mortellement à la tête le conducteur.

Le scénario se répète. Il est le même qu'en 1982 où une jeune fille avait été abattue, rue Rossini à Paris. Il est le même qu'en mai 1984 où un jeune Algérien avait été tué, également à Paris, après avoir été pris en chasse par des policiers.

Il y a quelques années, pareils incidents étaient mis au compte de l'inex-

périence, du manque de formation et du manque de sang-froid des gardiens de la paix.

On a créé ces brigades spéciales, et maintenant on nous explique l'inverse. Habités à tirer à coup sûr dans les cibles d'entraînement, ces policiers seraient presque malgré eux des tireurs d'élite redoutables.

Ce qui tend à prouver que s'ils voulaient effectivement tirer sans tuer... ils le pourraient très bien ?

Comme chaque année, durant les mois de juillet et août, les caravanes de Lutte Ouvrière parcourent les lieux de vacances. A chaque jour son étape, avec, au programme, projections et débats.

Nous publions la suite des étapes des caravanes du mois de juillet et les premières du mois d'août.



NORD

21/7 ETAPLES
22/7 LE PORTEL
23/7 BOULOGNE
24/7 BLERIOT-PLAGE
25/7 LEFFRINCOCQUE
26/7 BRAY-DUNES
28/7 LE TREPORT
29/7 MERS-LES-BAINS
30/7 SAINT-VALERY
31/7 FORT MAHON
1/8 QUEND
2/8 BERCK

BRETAGNE

21/7 PLOMODIERN
22/7 CAMARET
23/7 PLOUGONVELIN
24/7 BRIGNOGAN
25/7 MORLAIX
26/7 LOCQUIREC
28/7 TREBEURDEN
29/7 TREGASTEL
30/7 TREGUIER
31/7 PAIMPOL
1/8 ERQUY
2/8 MATIGNON

VENDEE

21/7 DOMINO (Ile d'Oléron)
22/7 LE CHATEAU D'OLERON
23/7 LA ROCHELLE
24/7 LE BOIS-PLAGE (Ile de Ré)
25/7 RIVEDOUX (Ile de Ré)
26/7 LA COUARDE (Ile de Ré)
28/7 LA FAUTE-SUR-MER
29/7 LONGEVILLE
30/7 OLLONNE-SUR-MER
31/7 SAINT-JEAN-DE-MONTS
1/8 L'HERBAUDIERE
2/8 FROMENTINE

COTE AQUITAINE

21/7 AUDENGE
22/7 GUJAN-MESTRAS
23/7 BISCAROSSE VILLE
24/7 BISCAROSSE-PLAGE
25/7 MIMIZAN
26/7 AUREILHAN

COTE BASQUE

28/7 LEON
29/7 VIEUX BOUCAU
30/7 SEIGNOSSE
31/7 SAINT-VINCENT-DE-TYROSSE
1/8 LABENNE
2/8 ANGLET

LANGUEDOC

21/7 VALRAS
22/7 VIAS
23/7 MEZE
24/7 FRONTIGNAN
25/7 MONTPELLIER
26/7 AIGUES-MORTES
28/7 PEZENAS
29/7 LA REDOUTE-PLAGE
30/7 NARBONNE
31/7 NARBONNE-PLAGE
1/8 SAINT-PIERRE
2/8 GRUISSAN-PLAGE

Auvergne

21/7 AYDAT
22/7 MUROL
23/7 BESSE
24/7 LA BOURBOULE
25/7 NEUVIC D'USSEL
26/7 MARCILLAC-LA-CROISILLE
28/7 ARGENTAT
29/7 BEAULIEU
30/7 SOUILLAC
31/7 SARLAT
1/8 SAINT-CYPRIEN ou
LES EYZIES
2/8 LE BUISSON

Il y a 70 ans :

En juillet 1914,

On apprend dans les manuels scolaires que la cause immédiate de la Grande Guerre de 1914-1918 fut l'attentat de Sarajevo : l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand de Habsbourg, héritier de la couronne impériale austro-hongroise par un étudiant terroriste serbe le 28 juin 1914. Pourtant, la plupart des écoliers seraient bien en peine d'expliquer la mystérieuse relation qui a existé entre l'attentat et la guerre de 1914-1918. Les contemporains eux-mêmes, ces millions d'hommes qui furent mobilisés et qui allèrent bientôt combattre et mourir sur tous les champs de bataille d'Europe et du monde, n'avaient pas compris pourquoi ils devaient périr à cause de l'attentat de Sarajevo, de même qu'une génération plus tard, d'autres millions d'hommes ne surent pas pourquoi ils devaient « mourir pour Dantzig ». Et il est vrai que l'attentat de Sarajevo ne fut qu'un simple prétexte, l'allumette qui tombe dans un tonneau de poudre. Mais l'Europe à l'époque était précisément un baril de poudre.

L'affaire de Bosnie-Herzégovine

Ces deux provinces voisines et constamment associées au cours de l'histoire récente s'étaient libérées de l'oppression turque au cours d'une terrible révolte en 1875. Peuplées en majorité de Serbes, elles revendiquaient le rattachement au petit Etat serbe indépendant, qui s'était lui aussi libéré du joug turc quelques décennies auparavant. Mais l'Autriche-Hongrie ne voulait pour rien au monde un rattachement de la Bosnie-Herzégovine à la Serbie, elle ne voulait pas d'un renforcement de la Serbie. Aussi, les grandes puissances européennes avaient accédé à ses desirs et les deux provinces révoltées furent « administrées », mais non officiellement annexées, par l'Autriche-Hongrie, qui dut envoyer sur place une importante armée d'occupation.

Entre la Serbie et l'empire austro-hongrois, c'était un duel à mort. La Serbie voulait que tous les peuples slaves qui se trouvaient au sud de l'Empire, les Serbes, mais aussi les Croates et les Slovènes, s'en détachent pour constituer un Etat des Slaves du sud, autre-

ment dit une Yougoslavie, dont la Serbie aurait constitué l'axe. Pour l'Autriche-Hongrie, cette aspiration signifiait le démembrement. C'était inacceptable. Plutôt détruire la Serbie. C'est ce qu'elle aurait fait volontiers si la petite Serbie n'avait bénéficié de l'alliance russe.

En 1908, l'Autriche-Hongrie annexa officiellement la Bosnie-Herzégovine. La Serbie protesta, et la guerre aurait peut-être éclaté si la Russie, alliée de la Serbie, n'avait estimé être trop faible trois ans après la défaite qu'elle avait subie devant le Japon.

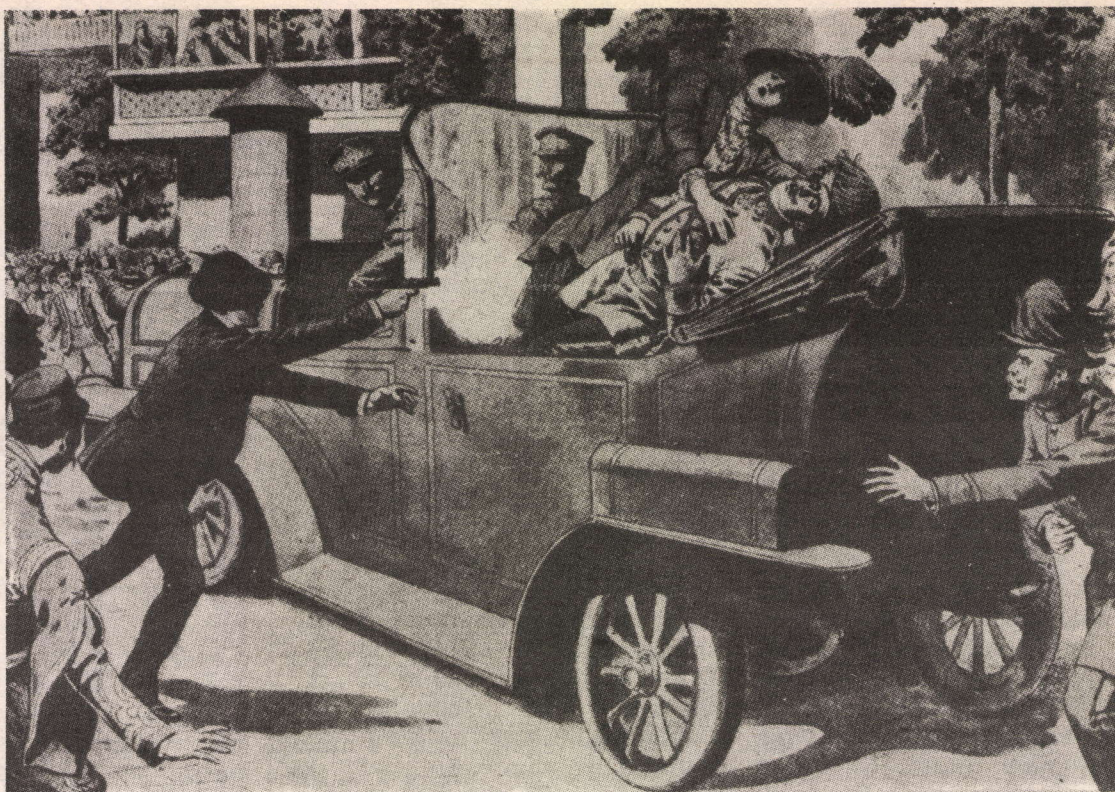
Mais en 1914, la discorde était devenue plus aiguë. La petite Serbie était sortie victorieuse de deux guerres dans les Balkans, sa superficie avait doublé, son prestige s'était accru chez les Serbes austro-hongrois. Des groupes nationalistes foisonnaient chez les Slaves du sud et spécialement en Bosnie, et particulièrement dans la capitale Sarajevo. Il y avait notamment la « Main Noire » une organisation dont la tête était un colonel jusqu'au-boutiste, chef du Deuxième Bureau serbe, opposé au gouvernement serbe jugé trop mou à ses yeux.

On n'a jamais su exactement ce qui s'est passé. Apparemment le gouvernement serbe ne fut pour rien dans l'attentat. Au contraire, il avait averti certains ministres austro-hongrois des rumeurs menaçantes à l'encontre de l'archiduc François-Ferdinand qui devait visiter Sarajevo. Mais cet avertissement ne parvint pas au principal intéressé, suffisamment inconscient d'ailleurs pour visiter la ville en voiture découverte. Il échappa à un premier attentat : une bombe jetée sur sa voiture le manqua, mais blessa grièvement son aide de camp. Mais un peu plus tard, un jeune lycéen serbe de 19 ans, Gavrilo Princip, abattit l'archiduc et sa femme à coups de revolver...

C'était pour l'Autriche-Hongrie l'occasion d'en finir avec la Serbie !

Vers la guerre

Pour justifier une déclaration de guerre, le gouvernement impérial remit au gouvernement serbe un « ultimatum



de l'attentat de Sarajevo à la déclaration de guerre

sévère » dont les termes avaient été calculés pour que la Serbie ne puisse pas accepter. Celle-ci accepta pourtant presque tout, sauf la participation de fonctionnaires austro-hongrois dans la commission d'enquête sur l'attentat. Alors, le 28 juillet, l'Autriche-Hongrie déclara la guerre à la Serbie.

Mais entre-temps, le gouvernement de Vienne avait consulté celui de Berlin qui avait donné son aval, en sachant que cette crise risquait de déboucher sur une guerre européenne.

Cela faisait dix ans en effet que l'Europe était au bord de la guerre. Deux vastes alliances, deux camps, s'étaient progressivement constitués, après pas mal d'hésitations, avec d'un côté l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie — qui espéraient bénéficier de l'appui italien — et de l'autre la France, la Russie et la Grande-Bretagne. Entre ces deux blocs, chaque divergence avait menacé d'entraîner une guerre.

On avait parlé d'une guerre franco-allemande à propos du Maroc, en 1905, les deux pays essayant de s'emparer de ce territoire. On avait reparlé de guerre au moment de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine en 1908. Puis à nouveau à propos du Maroc en 1911, et la France avait dû céder à l'Allemagne une portion du Congo « français » con-

tre le droit de s'emparer du Maroc. Et puis, à partir de 1912, tous les six mois on parlait de guerre, à propos des Balkans ou de n'importe quel autre point chaud du monde.

Une course effrénée aux armements battait son plein, en particulier une course navale entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, liée à la rivalité coloniale, et des lois militaires augmentaient les armées dans chaque camp. Bref, l'Europe était un volcan sur le point d'exploser.

Chaque état-major avait peaufiné sa tactique. Le Grand état-major allemand savait que la mobilisation de l'armée russe était très lente. Cela laissait à l'armée allemande le temps d'écraser l'armée française, à condition de faire vite, pour se retourner ensuite contre les Russes.

Mais les Russes, à la suite du conflit Autriche-Hongrie-Serbie, ne déclarèrent pas la guerre : par contre, ils décidèrent la mobilisation. Cela risquait de rendre inopérant le plan allemand. C'est pourquoi l'Allemagne n'attendit pas, elle déclara la guerre à la Russie le 1^{er} août, à la France le 3 août, et attaqua... à l'ouest, en traversant la Belgique à partir du 4 août. A partir de ce moment-là, les déclarations de guerre se succédèrent en cascade et bientôt tout le monde se trouva en guerre avec tout le monde.

Une guerre impérialiste

En août 1914, la plupart des protagonistes avaient sans doute déjà oublié la mort de François-Ferdinand survenue un mois plus tôt.



La boucherie impérialiste.

On se battait pour le Maroc, on se battait pour le Congo, pour le Cameroun, pour la Turquie, pour la Chine, pour les colonies, pour la suprématie commerciale et militaire sur la planète. On se battait impérialisme contre impérialisme, pour se repartager le gâteau « Terre » qui se trouvait quasiment colonisé en entier, certains n'étant pas satisfaits du découpage.

C'est pourquoi la question de la responsabilité de tel ou tel pays dans le déclenchement du conflit ne servait qu'à masquer la responsabilité collective de l'impérialisme, qui, pour ses capitaux, ses profits, ses dividendes, ses colonies, n'hésita pas à envoyer à la boucherie des dizaines de millions d'hommes, à jeter des peuples les uns contre les autres.

André VICTOR



Arrivée des mobilisés français à la guerre du Nord. (Ph. Viollet).

La grève des mineurs noirs s'amplifie

En Afrique du Sud, le mouvement de grève des mineurs noirs s'étend et se durcit : commencée il y a plusieurs semaines, la grève toucherait sept mines de charbon et une mine d'amiante. A la tête du mouvement, le syndicat des mineurs noirs (NUM - Union Nationale des Mineurs) réclame des augmentations de salaire de 25 %, au lieu des 13 et 14 % proposés par la Chambre des Mines, l'organisme patronal.

Même si les Noirs obtenaient cette hausse de leur salaire, elle serait encore loin de combler l'écart entre leur niveau de vie et celui des mineurs blancs, de quatre à six fois supérieur. De plus, selon le journal *Libération*, « obtenir une augmentation de salaire », pour

beaucoup de mineurs noirs, « est une question de vie ou de mort », plus particulièrement en ce moment où, avec la sécheresse qui frappe l'Afrique australe, 500 000 personnes sont menacées de mourir de faim dans les mois qui viennent. Les plus affectées sont les familles des travailleurs noirs, parquées dans les bantoustans et n'ayant d'autre moyen de subsistance que le salaire du mari.

Bien que le NUM ait été le premier syndicat de mineurs noirs à être reconnu par la Chambre des Mines, la grève actuelle est illégale, comme d'ailleurs pratiquement toutes les grèves qui ont eu lieu en Afrique du Sud depuis une dizaine d'années. Des poursuites contre les grévistes



Lors d'une grève des mineurs de l'or du Transvaal en juillet 1982, 2.000 mineurs noirs étaient parqués et gardés par la police en armes avant d'être renvoyés dans leurs bantoustans. (Ph. AFP).

sont engagées : licenciés, sans préavis ni indemnité, ils doivent quitter les baraquements où les patrons les « logent », et retourner dans leur bantoustan d'origine. Outre l'emploi de la force armée contre les grévistes, le patronat sud-africain a à sa disposition tout un arsenal de lois répressives antigrevistes : elles ne sont d'abord autorisées qu'après l'échec d'une procédure de conciliation (qui peut souvent durer... un an !); le versement des salaires pendant une grève illégale est passible d'une amende de 1 000 rands (quatre mois de salaire d'un mineur noir), et les grévistes

risquent en même temps un an de prison ; une autre loi, dite sur « l'oisiveté », stipule que le fait pour un Noir de se trouver sans travail dans une zone blanche (et les emplois sont tous en zone blanche), est passible de deux ans de travaux forcés, etc.

Mais malgré la répression systématique contre toute grève, et plus particulièrement quand elle concerne les Noirs, ces derniers tiennent bon et leur détermination semble se renforcer : ainsi, toujours selon *Libération*, les 1 700 grévistes d'une mine d'amiante du Nord-Transvaal, ont refusé, le

semaine dernière, de quitter leurs baraquements et on peut s'attendre, dans les jours et les semaines qui viennent, à une extension du mouvement.

Marianne LAMIRAL

France-Afrique du Sud

Poignée de main au leader de l'ANC, bonnes affaires avec les dirigeants de l'Apartheid

Oliver Tambo, président du principal mouvement de résistance noir d'Afrique du Sud, l'African National Congress, a été reçu avec des égards par le gouvernement français. Il a rencontré Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, ainsi que d'autres personnalités.

De fait, cet accueil contraste avec la visite à la sauvette en France du Premier ministre sud-africain, Pieter Botha, il y a quelques semaines. Oliver Tambo a vu là une prise de position de la part de la France : « La réception que j'ai reçue, a-t-il dit, démontre que la France soutient fermement la cause du peuple opprimé d'Afrique du Sud, et que son opposition au système

d'Apartheid n'a pas changé ».

En effet, elle n'a « pas changé ». C'est-à-dire que l'on n'a pas vu « les sanctions économiques contre ce régime » promises par Mitterrand en avril 1981. Les dirigeants français continuent de condamner le régime d'Apartheid en paroles et de faire de bonnes affaires avec lui en fait. Dans le domaine des armements, les fabrications sous licence française se poursuivent, au grand profit de Dassault et Matra. Les deux pays continuent même à échanger des attachés militaires. Dans le domaine nucléaire, les relations sont très étroites : la France achète de l'uranium et continue la construction

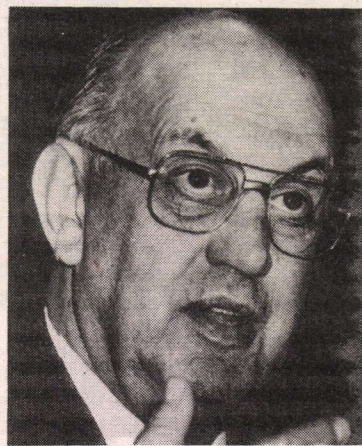
d'une centrale ; 400 ingénieurs et techniciens français sont sur place. Plus de 150 sociétés françaises travaillent en Afrique du Sud, dont Alstom, CFP-Total, Renault, Creusot-Loire, Air-Liquide, Thomson, Moulinex...

Les banques (BNP, Indo-Suez, BFCE...) sont aussi de la partie. De plus, les capitalistes français sont parmi les principaux actionnaires des mines d'or sud-africaines.

Alors, le gouvernement français peut bien recevoir Oliver Tambo avec les honneurs, et Pieter Botha à la sauvette : dans le domaine économique, financier et militaire, c'est le second qu'il soutient. Et le leader de l'ANC ne reçoit de la part

du gouvernement français que des bavardages et est bien forcé de s'en contenter.

Françoise PREVOST



P.W. Botha, Premier ministre sud-africain, reçu à la sauvette en France, mais c'est avec ses semblables, en réalité, que les relations d'affaires sont excellentes. (Ph. AFP).

L'ANC, lâché officiellement... ou soutenu hypocritement

La visite d'Oliver Tambo se place à un moment où la situation n'est guère favorable pour l'ANC. Le 20 février dernier, le Mozambique a signé un accord de non-agression et de bon voisinage avec l'Afrique du Sud. Aux termes de cet accord, les dirigeants du Mozambique devaient cesser d'apporter leur soutien à l'ANC, en échange de quoi

le gouvernement de Pretoria devait cesser de soutenir le MNR (Mouvement National de Résistance), mouvement de guérilla contre le gouvernement mozambicain de Samora Machel.

L'Afrique du Sud avait par ailleurs signé le 16 février un accord avec l'Angola, ce dernier devant cesser de

servir de base aux guérillas de la SWAPO contre la mainmise sud-africaine sur la Namibie, tandis que l'Afrique du Sud devait retirer ses troupes du territoire angolais. Des accords économiques ont par la suite été passés entre le Mozambique et l'Afrique du Sud. Suite à l'accord du 20 février, des militants de l'ANC ont été expulsés du

Mozambique et du Swaziland.

Mais à vrai dire, entre le lâchage officiel des soi-disant « gouvernements frères » du Mozambique et de l'Angola et l'hypocrite soutien d'un Cheysson, c'est le second certainement le pire. Car il n'a même pas l'excuse d'être en position de faiblesse.

F. P.

Communiqué

Des sous-marins nucléaires français pour l'Afrique du Sud ?

Nous recevons du MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples) le communiqué suivant :

« Des négociations seraient en cours pour la livraison, par les chantiers navals Dubigeon, de quatre sous-marins nucléaires à l'Afrique du Sud.

Il est évident que ces moyens de destruction massive ne pourraient que renforcer la puissance militaire du gouvernement minoritaire et raciste sud-africain, et lui permettraient d'exercer des pressions considérables sur les pays voisins.

Le MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples) demande au gouvernement français de s'opposer catégoriquement à ce projet qui va à l'encontre des décisions de l'ONU et des engagements pris.

Par ailleurs, la municipalité de Nantes envisagerait d'organiser un jumelage avec la ville de Durban, en Afrique du Sud. A Durban, comme dans l'ensemble de l'Afrique du Sud, la minorité blanche impose une ségrégation brutale interdisant à la population noire l'exercice de ses droits fondamentaux.

Le MRAP invite les syndicats, les partis, les organismes démocratiques et les élus de Nantes à s'opposer fermement à ce projet. »

MRAP
le 13 juillet 1984

Pologne

Les hésitations de Jaruzelski

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas encore quelle sera l'ampleur de l'amnistie prévue en Pologne à l'occasion du quarantième anniversaire de la Pologne Populaire, et si elle concernera les quatre militants du KOR dont le procès devait se tenir cette semaine. Mais la décision d'ajourner le premier grand procès contre des militants qui ont participé au formidable mouvement de l'été 1980 montre que le régime polonais n'est pas si sûr de lui.

Le régime polonais est un régime dictatorial qui use d'une féroce répression pour tenter de mettre au pas ceux qui contestent le régime. Mais cette dictature a des limites, celles imposées par la résistance de la population et notamment de la classe ouvrière. Car si celle-ci a subi une défaite grave en décembre 1981, elle n'a pas été brisée. Elle a montré à plusieurs reprises depuis que ses capacités de résistance et d'organisation n'avaient pas été annihilées

par le coup de force de Jaruzelski. Les militants du KOR savent qu'ils ont le soutien des travailleurs. Cela les rend forts et ce ne sont surtout pas des militants brisés qui sont apparus lors de la première et seule séance du procès ouvert vendredi 13 juillet. Dès le début, les militants du KOR ont protesté contre le fait qu'ils n'ont pas pu préparer leur défense. Adam Michnik a refusé de répondre aux interrogatoires d'identité en répondant invariablement : « *Je refuse de participer à un tel procès* ». Dans ces conditions, il était difficile pour le régime de monter un grand procès qui risquait en fait de se retourner contre lui.

Le recul du pouvoir ira-t-il jusqu'à l'amnistie de Kuron et de ses camarades ? C'est ce que nous souhaitons, mais cela n'est pas certain. S'il est sûr que les bureaucrates ne veulent pas du procès, ils ne tiennent pas forcément à remettre en liberté des hommes comme Kuron et Michnik.



Lech Walesa devant le Tribunal de Varsovie a déclaré être venu « pour être près de ses amis qui sont à l'intérieur ». (AFP)

Le maintien en prison de Walesa embarrassait la bureaucratie mais sa libération lui a posé d'autres problèmes.

En tout cas, l'ajournement du procès des quatre militants du KOR est une preuve supplémentaire que le régime, malgré

la dictature, n'a pas réussi à instaurer la normalisation qu'il souhaitait.

P.C.

Qu'est-ce que le KOR ?

Le KOR (Comité de Défense des Ouvriers) a été fondé au lendemain des révoltes ouvrières de juin 1976 par un certain nombre d'intellectuels contestataires pour venir en aide aux ouvriers victimes de la répression. Pendant toute une période, leur activité a consisté à affirmer leur solidarité avec la classe ouvrière, en collectant des fonds pour aider les familles de travailleurs mis au chômage ou jetés en prison, en mettant des avocats au service de ceux qui passaient en procès. Leurs activités les mirent bien sûr en butte à la répression et ils ont dû payer parfois chèrement leur engagement : licenciements, exclusion de l'université, passages à tabac, prison. Mais parce que leur travail s'appuyait sur un mouvement réel, le pouvoir dut céder et décréta l'amnistie en juillet 1977, libérant ainsi les derniers grévistes de 1976 et les militants du KOR emprisonnés.

Politiquement, les dirigeants du KOR venaient d'horizons très variés : catholiques, athées, nationalistes, anciens communistes. Le KOR fut même taxé de trotskysme à cause de la personnalité de certains de ses membres les plus connus comme Jacek Kuron. Kuron semblait avoir sympathisé avec certaines idées de l'extrême-gauche révolutionnaire quand, en 1965, il avait signé avec Modzelewski (actuellement emprisonné avec les « sept de Solidarité », une « Lettre ouverte au Parti Ouvrier Polonais », ce qui leur valut deux ans de prison. Mais

si, en 1965, Kuron déclarait que « *la classe ouvrière doit organiser — en tant que classe luttant pour le pouvoir — son propre parti* », son évolution ultérieure le conduisit à abandonner la perspective d'un renversement révolutionnaire du régime pour préconiser une libéralisation contrôlée de l'Etat polonais et une évolution par voie de réformes.

A partir de septembre 1977, le KOR publia un journal, *Robotnik* (l'ouvrier), qui se faisait l'écho des initiatives des travailleurs et les aidait à se défendre juridiquement face aux syndicats officiels ou au Parti. Plusieurs dirigeants du KOR prirent une part active dans la création des Comités pour les syndicats libres et participèrent à la création de Solidarité. Le KOR s'est d'ailleurs auto-dissout lors du premier congrès de Solidarité à Gdansk en octobre 1981.

Mais si le KOR s'est battu pour qu'il existe des syndicats libres en Pologne, ce n'est pas pour que la classe ouvrière s'organise dans le but d'un renversement révolutionnaire de la bureaucratie. Après la vague de grèves de 1980 et la victoire des grévistes, il préconisa une coexistence avec le pouvoir. Cela pouvait d'ailleurs se justifier sur le plan tactique. Mais pour le KOR, il ne s'agissait pas seulement d'un compromis dicté par le rapport de force et destiné à attendre et préparer une situation plus favorable ; c'était un objectif politique. C'est ainsi que dans une conférence de presse à Varsovie,

Adam Michnik expliquait :

« *Si je devais chercher un compromis pour la voie polonaise, si je devais trouver un exemple, ce serait celui de la voie espagnole ; la société dans un effort commun des éléments ouverts au sein du pouvoir et au sein de l'opposition, a su sortir le pays d'une dictature odieuse et répressive vers les formes démocratiques...* ». Kuron expliquait même en octobre 1980 : « *Nous ne pouvons pas arrêter le mouvement, mais nous pouvons faire en sorte qu'il ne s'attaque pas aux bases politiques du système* ». Un an plus tard, il expliquait consciemment comment lui et d'autres « auto-limitaient » la révolution pacifique et refusaient de mettre systématiquement à profit sur le plan politique les difficultés du pouvoir en place.

Les dirigeants du KOR justifiaient leur politique en invoquant le réalisme de leurs perspectives. Seulement, en refusant de se placer sur le terrain de la révolution prolétarienne, ils ont également refusé de mettre en garde la classe ouvrière polonaise contre son propre Etat national. Il est difficile de savoir quelle était l'influence exacte du KOR au sein de la direction politique de Solidarité, mais le KOR porte sans doute sa part de responsabilité dans le fait que la classe ouvrière polonaise se soit trouvée désarmée devant le coup d'Etat de Jaruzelski en décembre 1981.

Les dirigeants du KOR sont sans doute des intellectuels

courageux dont la sincérité ne peut guère être mise en doute. Mais le but qu'ils se proposent est de parvenir à l'entente entre Polonais, entre bureaucrates intelligents et patriotes et ouvriers. Ce n'est rien d'autre, au fond, qu'une perspective réformiste dans le cadre un peu particulier d'un pays de

l'Est comme la Pologne. Et ce réformisme « à l'orientale » n'est au fond pas plus conforme aux intérêts de la classe ouvrière que celui, plus habituel, de nos réformistes « à l'occidentale » qui prônent la coexistence impossible entre le Capital et le Travail.

Pierre CHAMBEY

COMMUNIQUÉ

Nous avons reçu du Parti Socialiste du Chili la lettre suivante que nous publions par solidarité avec tous les militants de gauche victimes de la répression du régime de Pinochet :

« *Des nouvelles très inquiétantes nous arrivent du Chili.*

Notre camarade Robinson Pérez, membre du Comité central, théoricien qualifié du socialisme chilien, est poursuivi par la police de Pinochet qui essaie de l'obliger à quitter le pays ou à rentrer dans la clandestinité. Dans le deuxième cas, notre camarade risquerait, s'il était trouvé, d'être éliminé.

Robinson Pérez a été autorisé à rentrer légalement au pays en septembre 1983.

Il est membre de l'Institut d'études contemporaines, responsable des relations extérieures. Il est également responsable de la rubrique politique de la Radio Coopérative de Santiago.

Sa femme a demandé l'habeas corpus aux tribunaux de justice.

Les derniers mois ont vu

réapparaître les méthodes les plus brutales de la police secrète (CNI) : les expulsions du pays, les déportations, la prison, les tribunaux militaires. Tous ces moyens répressifs font partie d'une loi, dite anti-terroriste, qui est devenue l'outil légal de la dictature pour faire taire les opposants à Pinochet.

Robinson Pérez a connu la torture et la prison pendant quatre ans. Il faut empêcher qu'il tombe de nouveau aux mains de la police de Pinochet.

Nous voudrions vous demander de lui manifester votre solidarité en envoyant des lettres, des télégrammes, des messages adressés à l'Institut d'études contemporaines, rue M. Antonio 378, appartement 911, 9° étage, Santiago de Chile (téléphone : 392.146 ou 392.166) ou à la Commission chilienne des droits de l'homme : Alameda B. D'Higgins 1584, Santiago de Chile, Chili.

Nous vous remercions de votre soutien au nom de notre camarade, de sa famille, de notre parti et de notre Comité central.

Nous vaincrons. »

PTT

Après le
plan Daucet,
le rapport
Chevallier :

De plan de restructuration en mission d'étude, la poste n'en finit pas de changer de projets. L'an dernier, à la même époque, on parlait du « plan Daucet » de réorganisation du service postal. Le début de sa mise en application à l'automne 1983 avait suscité d'importants mouvements de grève dans les centres de tri postal.

Alors, en décembre 1983, c'est un « preux Chevallier » que Mexandeau a charge de s'attaquer à son tour aux problèmes de la poste, avec bien entendu toujours la même optique : arriver à faire passer plus de courrier avec moins de personnel, trouver le moyen de diminuer les dépenses, d'augmenter les recettes.

Faire payer plus cher sans pour autant mieux servir les usagers...

Pas beaucoup de nouveautés, donc, dans le rapport de cette mission d'étude dirigée par J. Chevallier sur l'avenir de la poste, rapport qui vient d'être publié. Mais au moment où l'on vient de subir une nouvelle augmentation du service postal (le timbre vient de passer de 2 F à 2,10 F), on est bien content d'apprendre que, juste avant la hausse, la direction des PTT estimait qu'en ce qui concerne les lettres, « leur exploitation dégage un excédent financier » ! Il faut préciser que le tarif était déjà « parmi les plus élevés de tous les pays développés » (deux fois plus cher qu'en Suisse ou aux USA, moitié plus qu'en Suède ou en RFA). Alors, si c'était déjà bénéficiaire, où vont passer les dix centimes de hausse ?

Ne parlons pas des tarifs téléphoniques : les bénéfices d'exploitation des téléphones sont si connus que le gouvernement a depuis trois ans décidé d'y pomper chaque année deux milliards pour renflouer le budget de l'Etat et, depuis cette année, près de trois milliards de plus pour subventionner les patrons des industries électroniques. Ce qui n'empêche pas la récente hausse de 5 centimes par communication et la prochaine prévue de 10 centimes.

Mais rénover la poste en en faisant payer les services plus cher ne veut pas dire que les usagers seront mieux servis, au contraire. Et le rapport Chevallier fait l'inventaire des nouvelles économies que la poste pourrait décider prochainement : d'abord les multiples bureaux de poste dans de petits villages de campagne coûtent cher. Une seule chose

retient les experts de la commission de proposer de les fermer : l'étendue du réseau est tout de même un facteur dans la concurrence commerciale entre les banques et la poste. Mais ils préconisent par exemple la transformation d'un millier de recettes-distribution (bureau à un seul agent, qui fait le matin la tournée de distribution des lettres — remplacé souvent par sa femme employée ainsi à temps partiel au guichet — et tient le bureau le reste du temps), en simples agences postales ouvertes à des horaires restreints ; et aussi la transformation de 2000 petits bureaux à plusieurs agents en recettes-distribution. Quelle économie de personnel !

Autre innovation préconisée : l'extension des CIDEK. Il s'agit de ces batteries de boîtes aux lettres mises aux carrefours à la campagne, où le préposé dépose le courrier au lieu de faire la tournée des maisons : à l'usager de faire un bout de chemin. Pourquoi ne pas étendre aussi ce système aux zones pavillonnaires des banlieues urbaines ? Voilà une nouvelle source d'économie de personnel.

Des idées de progrès à rebours comme celle-là. M. Chevallier et ses collègues en ont d'autres : ça s'appelle pompeusement « miser sur la collaboration de l'usager »...

...Et mettre au pas le personnel

Reste évidemment l'épineux problème des relations de la direction des postes avec son personnel, problème qui avait en grande partie motivé la création en décembre dernier de cette commission Chevallier. Comment éviter les grèves, comment faire accepter au personnel de la poste des réorganisations qui se traduiront par une baisse des effectifs et un accroissement pour les postiers de leur charge de travail ?

Là, les experts appelés à la rescousse par Mexandeau res-

tent perplexes : oh, des idées, ils n'en manquent pas, mais chacune a son inconvénient. On pourrait, disent-ils, rendre « les règles du jeu plus précises » pour éviter « les effets pervers » de la « multiplication des arrêts de travail inopinés », en pénalisant par exemple du retrait d'une journée de salaire tout débrayage, même bref, aux moments stratégiques pour l'acheminement du courrier. Mais la détermination de ces « plages rouges » pour les grèves est des plus complexes. On pourrait imposer un arbitrage obligatoire avant toute grève, mais ça risquerait de donner beaucoup de travail aux directions locales, régionales et nationales. On pourrait étendre le « service minimum » de telle façon qu'aux moments de pointe de trafic, tout le monde ou presque soit réquisitionné. Mais alors, où serait le droit de grève ? Bref, en désespoir de cause, la commission conseille au ministère de négocier avec les syndicats « l'élaboration contractuelle d'un mode de règlement moins brutal des conflits ».

Et pendant que ses experts sèchent, Mexandeau, lui, tâte le terrain : au lendemain de la grève du centre de tri de Caen, en avril dernier, il était parti en

guerre contre ceux qui « dévoyaient » le droit de grève, et il parlait de changer la législation si cela continuait. Il semble que, depuis, les chefs de centre et receveurs de bureaux de poste aient reçu sur ce sujet des consignes suivant plus ou moins l'injonction du ministre : « Que ceux qui doivent commander commandent, que ceux qui sont là pour obéir obéissent ».

En tout cas, dans plusieurs bureaux, depuis quelque temps, les sanctions pleuvent sur les militants syndicaux qui organisent des prises de parole sur le lieu de travail, comme cela s'est toujours plus ou moins fait : puisque, avec la gauche, les syndicats ont droit à une heure d'information syndicale tous les mois, plus question de prendre la parole en dehors de l'heure mensuelle. Depuis qu'ont été « autorisées », en 1982, les grèves d'une heure (aux PTT, tout débrayage dans la journée était considéré comme une grève de 24 heures et donnait lieu au retrait d'un trentième de la paie mensuelle), les syndicats avaient pris l'habitude de ne pas déposer de préavis pour ces petits débrayages. L'administration tient à faire respecter l'obligation de déposer ce

préavis. Ainsi, l'on a pu voir récemment au centre de tri de Créteil, dans le Val-de-Marne, le chef de centre menacer les postiers, qui étaient venus à plusieurs dans son bureau pour poser leurs revendications, de leur faire retirer toute une journée de paie : comme il n'y avait pas eu de préavis de grève d'une heure, disait-il, il ne considérait pas ce débrayage comme une grève, mais comme une absence irrégulière, sanctionnable du retrait d'une journée de paie. Au bureau de poste de Paris 18, c'est à l'occasion du débrayage organisé par les postiers antillais pour aller déposer leurs revendications spécifiques le jour anniversaire de l'abolition de l'esclavage aux Antilles que le receveur a fait une note de rappel sur la réglementation des grèves : cette fois encore, il tolérât, mais ça ne durerait pas. Les tracasseries et menaces se sont ainsi un peu partout multipliées ces tout derniers mois.

Mais tant dans la mise en application de ses nouveaux projets de réorganisation de la poste que dans ses attaques contre le droit de grève, si cela se précise à la rentrée, le ministère pourrait bien à nouveau tomber sur un os. Olivier BELIN



Quand la poste fait peau neuve,

c'est toujours une peau de chagrin

Chèques Postaux - Montparnasse (Paris)

La CGT se comporte en patron

Un employé du personnel hôtelier de la cantine des Chèques postaux Montparnasse a été licencié vendredi 13 juillet. Embauché comme « cas social » par la cantine (ne faisant donc pas partie du personnel PTT), il lui était reproché d'avoir « menacé » la gérante principale CGT de la cantine qui a tout mis en œuvre pour s'en débarrasser, prétextant qu'il avait déjà eu un avertissement pour des problèmes du même genre et mettant son point d'honneur à obtenir son licenciement.

Alors que la majorité du Conseil d'administration, qui gère la cantine, était contre le licenciement (la présidence du CA est tenue par la CGT qui occupe également la gérance principale), la CGT est passée outre et a décidé de façon arbitraire de le jeter à la rue et de ne tenir aucun compte de l'avis de la majorité des syndicalistes élus au Conseil d'administration. La majorité de ses collègues les plus proches avaient protesté contre la menace de licenciement en signant une pétition, rejoints en cela par

plusieurs centaines d'employés des Chèques postaux qui tenaient également à montrer leur indignation. L'employé licencié lui-même est bien décidé à ne pas en rester là et à faire appel.

Malgré cette désapprobation, la CGT n'a pas hésité à priver de son salaire cet employé.

Voilà une affaire qui juge ces soi-disant syndicalistes revêtus de l'habit de gestionnaires et qui emploient les mêmes méthodes que les patrons.

Correspondant LO

**Chantiers Navals Nord-Méditerranée
- La Ciotat**

Les « congés de conversion » : passeport pour le licenciement



Quand les travailleurs de la navale manifestaient à Paris, en janvier 1984, pour la défense de leur emploi. (Ph. AFP).

Depuis septembre 1983, des menaces de licenciements planaient sur les Chantiers Navals Nord-Méditerranée. Début janvier, le P-DG et le gouvernement annonçaient qu'il n'y aurait pas de licenciements mais 3 076 suppressions d'emplois, dont certains en congés de conversion... présentés comme une mesure sociale contre le chômage.

Qu'est-ce qu'il y a derrière tout ça ?

C'est ce que montre un projet de protocole d'accord sur les congés de conversion.

D'abord peut-on les refuser ? Non, car cela est considéré comme une rupture de contrat de travail : si on refuse, on est licencié.

Si l'on accepte, on reste lié à son entreprise, le patron peut,

quand bon lui semble, rappeler pour un temps plus ou moins long le travailleur, soit dans l'usine soit dans une autre usine du groupe. Ainsi, un ouvrier des Chantiers Navals de La Ciotat peut se voir déplacé à... Dunkerque. Là encore, s'il refuse, il est licencié.

En fait, cela revient à faire de nous des travailleurs malléables à merci, embauchés et débauchés au gré du patron, mutés où bon lui semble, et ce, sans possibilité légale de se défendre.

Quant au salaire, eh bien il sera de 70 % du salaire antérieur (si l'Etat prend en charge 30 %). Les cotisations ASSE-DIC, régime prévoyance, etc., sont maintenues.

Si, au bout du compte,

l'ouvrier ne trouve pas lui-même un nouvel emploi, il ne pourra pas refuser celui proposé par « la structure de conversion ». Cet emploi peut être moins payé (jusqu'à 15 % en moins), moins qualifié : on peut perdre un niveau de qualification.

Tout refus équivaut à un licenciement. Et à l'issue d'une période de deux ans, une fois que le patron nous aura utilisés à son gré, une fois qu'il nous aura diminué le salaire, eh bien, ce sera le licenciement pur et simple.

Voilà le projet que les patrons et le gouvernement sont en train de nous préparer : faire de nous des travailleurs temporaires, moins payés, pour pouvoir au bout du compte nous licencier.

Correspondant LO

**Caisse d'Allocations familiales -
(Paris XV^e)**

Licenciements déguisés

A la Caisse d'allocations familiales, pour la première fois, les contrats de 30 stagiaires embauchés avec des contrats à durée déterminée n'ont pas été renouvelés, alors que les années précédentes, les stagiaires embauchés avec de tels contrats se les voyaient en général transformer en contrats à durée indéterminée (il y avait de rares exceptions).

Les syndicats CGT, CFDT, FO étaient au courant du refus d'embauche depuis plusieurs semaines. Mais ils n'en ont averti le personnel qu'au tout dernier moment, en organisant des assemblées générales dans différents centres locaux de la Région parisienne sauf au siège, rue Viala.

L'assemblée de l'unité de gestion de la rue Nationale a rassemblé environ 70 personnes. A son initiative, une après-midi de grève a été lancée sur l'ensemble des centres et du siège de la CAF, grève qui a été peu suivie (certains centres n'ayant pas été avertis).

Différentes démarches avaient été effectuées précédemment, tant auprès de la direction de la CAF qu'auprès de la direction régionale de la Sécurité sociale. Mais toutes les deux ont invoqué les réductions du budget et des effectifs imposées par le ministère.

Lundi 9 juillet, jour de la grève, une délégation composée de syndicalistes et de stagiaires a été reçue au ministère. Là, la discussion s'est avérée négative : le conseiller technique de Bérégovoy n'a su que répondre : « Il n'y avait pas promesse d'embauche. (...) On ne crée pas d'emplois artificiels (...). Il y a déjà des effectifs en surnombre à la CAF. (...) Je ne rajouterai rien. (...) L'entrevue est terminée, j'arrête la discussion. (...) Je n'ai rien à ajouter. L'entrevue est finie ».

La délégation syndicale avait proposé de faire prolonger le contrat jusqu'à six mois afin que les indemnités de chô-

mage soient plus importantes. Cette délégation reculait donc quant à l'embauche définitive.

Dernièrement, la direction de la CAF a fait savoir qu'elle prendrait en priorité ces stagiaires si elle en avait besoin pour des dépannages saisonniers. En attendant, ces 30 jeunes sont allés grossir les rangs des chômeurs.

Dans certains services, les discussions allaient bon train. Car les employés croyaient à la garantie de l'emploi. Mais aujourd'hui, la direction envisage 200 suppressions de postes sur les effectifs prévus pour 1985. Sur ceux de 1984, la direction en proposait 80, il en a fallu 100 pour le ministère.

Alors, bien qu'un certain nombre de ces postes soient compris dans les prochains départs en retraite... chacun se demande si, après, il ne sera pas concerné lui aussi par les suppressions de postes.

Correspondant LO

**Triage de Villeneuve-Saint-Georges
(Val-de-Marne)**

La SNCF sanctionne les grévistes

Deux mois après les grèves contre l'application des 35 heures saute SNCF, la SNCF sanctionne les grévistes dans la plupart des régions où il y a eu des actions. Ainsi, au triage de Villeneuve, des centaines de « demandes d'explications » ont été adressées par la direction aux cheminots qui avaient participé aux grèves. La SNCF ressort une vieille loi de 1963 pour accuser les cheminots « d'avoir fait une grève tour- nante et d'avoir ainsi grave- ment perturbé le service ».

Comme chaque cheminot reçoit une feuille par heure de grève, certains cheminots en ont reçu jusqu'à 6. Et les sanctions sont tombées : des blâmes avec inscription au dos- sier.

De plus, 17 cheminots sont accusés par la direction d'avoir entravé la circulation des

trains en occupant le poste d'aiguillage de la gare voya- geurs de Villeneuve-Saint-Georges le 4 mai. La sanction est tombée à la veille du 14 juil- let : un jour de mise à pied ferme pour les 17 !

Les cheminots du triage ne sont nullement découragés : « Qu'est-ce qu'ils cherchent, qu'on remette ça ? » est la réaction la plus entendue. Le 10 juillet, une dizaine d'entre eux sont montés dire ses qua- tre vérités au chef de gare. Et les syndicats FO et CFDT ont donné rendez-vous aux che- minots cette semaine pour envi- sager une riposte aux mises à pied avec les cheminots des autres régions qui reçoivent aussi des sanctions du même genre.

Affaire à suivre, donc...

Correspondant LO

Hôpital-Sud Bordeaux

La direction s'attaque à un militant syndical



La direction de l'hôpital Haut-Lévêque, à Pessac (CHR de Bordeaux), semble vouloir profiter de la période des vacances pour s'attaquer à quelques militants syndicaux, espérant sans doute qu'en cette période, il n'y aura pas de riposte.

Un de nos camarades, mili- tant CGT, vient d'être sanc- tionné d'un blâme par la direc- tion, soi-disant pour « fautes professionnelles » graves, remontant au mois de novem- bre 1983, c'est-à-dire à près de huit mois.

Que lui reproche-t-on ? Quel- les sont ces fautes profession- nnelles dont on lui parle tout juste aujourd'hui, huit mois après ?

Travaillant dans un service de radiologie, le médecin-chef du service, le surveillant et une manipulatrice du service s'y sont mis à trois pour constituer un dossier contre lui : il se serait absenté, il y a donc huit mois, pour participer à une réu- nion du personnel. Mais sur les nombreux participants à cette réunion, il est le seul sur tout l'hôpital à être sanctionné...

Et pour le reste, ce ne sont que suppositions sans fonde- ment : il aurait laissé un soir les bains de développement trop bas (d'après le médecin, cela aurait pu déclencher des catastrophes si...), ou mal fermé une vanne sur une machine (cela aurait pu détra- quer la machine, etc.).

Mais jamais aucun incident ne s'est produit.

Bref, c'est bien d'une atta- que en règle contre un militant syndical qu'il s'agit. Et qui s'accompagnerait des mêmes menaces de blâme contre plu- sieurs autres militants de la CGT, pour d'autres motifs.

La direction semble préparer là une possible répression pour demain, et qui pourrait toucher non seulement les militants syndicalistes mais aussi tous les travailleurs qui ne se lais- sent pas faire.

Mais déjà, face à ces atta- ques, un dossier a été déposé au tribunal administratif et une pétition circule dans tout l'hôpital appelant le personnel à la solidarité.

Correspondant LO

Nous continuons à publier la liste de tous ceux qui, pour les élections européennes, nous ont aidés à faire entendre « La voix des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche et opprimés par la droite ».

RENAULT

Poulle, 10. Gérard Rabet, 10. Régis, 20. P.J., 10. Sonia, 50. Haddad, 10. Znudill, 10. Hamlaoui, 30. Christine Merlet, 300. Thierry Milochau, 10. Un travailleur de Renault, 50. Collecte Renault Siège (12 donateurs), 112. Daniel Lesain, 20. Liliane Atta, 20. Prolo RNUR, 100. Luc Favre, 100.

ALSTHOM-ATLANTIQUE (Rateau)

Besombes, 10. Jacquet, 10. Gérard, 20. Barbara, 100. Un intérimaire, 43. Toubi, 100. Raymond, 10. Anonyme, 10. Un dessinateur anonyme, 20. Roland J., 400. Un autre dessinateur anonyme, 20. Un « marin » parisien, 30. Un dessinateur MCP, 10. Ouvrier des « Ailettes », 30.

THOMSON-CSF LEVALLOIS

Kaladi, 50. Renaud, 30. Walid, 20. Bailleul, 10. Bernaud, 30. Fatima, 50. Maria, 10. Laurent, 25. Moi, 25. Un décolleteur, 10. Christiane, 60. Ex-Thomson-CSF, Scelland, 20. Leconte Bruno, 20. Yadsel, 20. Suchet, 20. Fayard, 20. Bazillais, 30. Fifi, 10. Patrice, 25. Schmit, 10. Armelle, 40. Pineau, 20. Raymond, 20. Voegelé, 10. Béatrice, 10. Aidana, 10. Matieu, 10. Nevers, 10. Laude, 10. Richardau, 15. Un archiviste, 10. Jean-Claude, ingénieur, 30. Une travailleuse, 20. Outaleb, 50. Foulquet, 10. Belkacemi, 30. Un technicien GRES, 20. Daniel, 20. Simone, 28, 10. Hélène, technicienne, 20. Patrick, 10. Bouvion, 20. Govas, 20. Baillé, 30. Marnaud, 10. Lemonnier, 10. Bouzou, 10. Fatima, 50. Millioun, 20. Boiban, 20. Malki, 10. Darche, 20. Un tôlier, 10. Mauduit, 10. Simons, 10. Ben, 10. Tixier, 10. Vigneron, 10. Rudi, 30. Noury, 20. Guerrero, 10. Mamadou, 5. Cattelain, 25. Le Borgne, 10. Galimand, 10. Pedraza, 100. Une dame, 25. Azzabi, 50. Barbe, 30. Collecte Thomson-CSF, 575.

LEVALLOIS

Didier, 10. Maïté Guittard, 20. Un retraité PC, 26. Retraîtée, 10. Demoen, 15. Diaz-Pottier, 20.

BAGNOLET

Fernandez, 10. Santana, 10. Gaurand, 10. Hübsch, 10. Pintrel, 10. Crbic Nevena, 10. Zarow, 10. Hernandez, 10. Alain Dupuis, 14. Baraglioli, 20. Duru, 15. Racul, 100. Joly, 100.

RHÔNE-POULENC-USINE

Sympathisant CITO, 10. P., sympathisant, 50. N., sympathisant, 25. Tiro, 20.

GENERAL MOTORS FRANCE GENNE-VILLIERS

Soleil, 30. Bouchak, 30. José, 20.

ARPAJON

Thierry, lycéen, 40. Bletzeher, prof, 10.

ARGENTEUIL

Liolios Ioannis, 50. P.J., 30. Photo-Zup, Philippe Knouphoetz, 50. Fruitet Sylvie, 25. Clef Odette, 20. Gambera, 10. Thelmeau, 10. Mme Marguerite, 10. L.S., étudiante, 100. Fassiaux Gérard, 50. Un prof de gauche OK avec nos idées, 20. Mme Thuet, 10. Thierry, LCR : vivement une campagne commune, 10. Monfèberty, 10. Michel Feveure, 10. Milcent Alain, 15. Demarco Claude, 15. Dimand Alain, 10.

CORBEIL

Jeanjean René, 100. Boché Rachel, 50. Velmir Jacques, 15. Un Russe de Leningrad, 2,50. Un Levalloisien, 7. Hamad, 15. Meunier, 14.

DRANCY

Une sympathisante, 100. Bisiaux, 10. Martine, 20.

SARCELLES

En soutien, 100. En soutien, 5. En soutien, 5. En soutien, pour des propos de bon sens, 10. En soutien, 10. En soutien, 20. En soutien, 5. En soutien, 4,50. Mme Tite, 5. En soutien, 5,50. En soutien, 3. En soutien, 5. En soutien, 2,10. En soutien, 5. En soutien, 5. Mme N'Dong, 2,40. Moliner, 5. En soutien, 5. En soutien, 6. En soutien, 2. En soutien, 50. Illisible, 25.

ALBERT (SOMME)

Philippe P., 10. B. Rose, délégué CGT en lutte pour son emploi, 10. Daniel Despagne, 10. Martine D., secrétaire, 50. Ouvrier Titan-Cazeneuve, 10. Aimé Annick, 10. Dupuis Richard, CGT, 20. Bill, un copain, 200.

GAN (PARIS)

Alain Testor, 100. J.-M. Dauliac, 100. Picot Bruno, 50. S. Blot, 100. Catherine, 20. Coscolla, 15. Carré, 20. Maman Andrée, 50. Alier, 20. Roger Auzon-Cape, 20. Christian Sollans, 30. Arrondi, 25.

LES LILAS

Gondon, 10. Kalinovic, 10. Un sympathisant inactif, 50. Suzanne, 30. Nadine, 50.

REGION PARISIENNE

Misson J.-C. (Clichy), 80. Crat (Massy), 140. Jean, 100. Eliane, 100. Roger, 50. Une militante du PCF à Levallois, 4. Damama, 10. Me Gaidot, 20. Scheuermann, 20. Un sympathisant, 15. Une sympathisante, 11. Un syndicaliste CFDT, 80. Soto (Chili), 24. Monique Morzadec, 200. Patrice Corcho, 30. Marilyn, 20. Marie Koenig, 10. Philippe Gassi, 100. Evelyne Cotton, 30. Isabelle, une étudiante, 200. Marie-José, étudiante, 10. Gaesquière, 10. Jean et Danièle, 140. Dupart, 100. Jeannette Valsaint, 30. Marie-Chri., 10. Toure, 20. Illisible, 30. Lemaire, 10. Hervé, 20. Quinton, 10. Pannel, 10. Monique, 10. O. Vigné, 20. Une amie, 20. Jean-Pierre, 20. Danièle, 10. Philippe, 10. Denise, 10. Joël, 10. Robert, 20. Une amie, 20. Une habitante de Brelogne, 5. Sympathisante, 10. La dame du 223, parce qu'Arlette dit des choses sérieuses, 10. Sabatier, 10. Gabrielle, 20. Joël, 15. Daniel, 50. Daniel G., 50. Josiane, 50. Michel, 30. Lucien, 100. Michel Martin, 10. René, 10. Bruno, 30. Mimil, 50. Jean-Claude, 50. Michel, 100. Jean-Paul, 40. Jean-Claude, 50. Hervé, 100. Collecte siège, 38.

AIR-FRANCE ORLY-NORD

Dagnellies, 10. Allard, 5. Rohan, 20. Marc, 150. Collecte Orly-Nord : 520.

AIR-FRANCE ORLY-SUD

Alain, 50. Anonyme, 10. Anonyme, 10. Anonyme, 10. Mireille, 100. Zagraud, 150.

URSSAF MONTREUIL

Pierre Cozic, 50. Trarira Barcal, 50. Palmette Evelyne, 10. Mimi Maillard, 50. Jacky, 100. Popaul, 20.

CRÉDIT LYONNAIS PARIS

Annie, 50. Claude, 10. Myriam, 20. Françoise, 10. Monique, 50. Arlette, 20. Un copain émigré sympathisant, 40. Carine, 50. Jeanne, 30. Philippe, 10. Marie-Hélène, 50. Danièle, 30. Yvette, 130. Michel, 10. Murielle, 10. Liliane, 200. Annette, 100. Martine, 50. Philippe, 50. Jean-François, 20. Michel, 20. Serge, 20. René, 50. Andrée, 100. Geneviève, 20. J.C., 70. Claudine, 20.

CRÉDIT LYONNAIS AGENCES

L.C., 100. Fernando, 20. Pascal, 20. Bernadette, 20. Sylvette, 10. Danielle, 10. Mireille Garroux, 10. Suzanne, 10. Pascal, 10. Renée, 50. Gérard, 50. Jean-Pierre, 10. Anne, 10. Marc, 20. Pour la démocratie, 20. Bruno, 50. Jean-Marc, 50.

CRÉDIT LYONNAIS SIÈGE

Chassaing, 20. Anonyme, 25. Denis, 20.

RENAULT-BILLANCOURT

Jean-Claude, 200. Charles, 100. Jean-Jacques, 30. Christiane, 30. Jean, 50. Jean-Pierre, 100. Janot, 50. Daniel, 40. Gilbert, 100. Daniel, 50. André, 100. Ahmed, 50. Un retraité, 100.

RNUR BILLANCOURT Départements 14 et 49

Lucien, 200. Belkadi, 10. Mohamed, 20. Un pote, 20. Serge, 20. Roig, 10. Un révolutionnaire, 10. Siby, 10. Un retraité, 10. Quannach, 10. Siby, 10. Un retraité, 10. 62 ouvriers du 14, 150. Jesoaldo, 20.

NANTERRE

Jacques, électricité nouvelle, Rueil, 50. Jean-Pierre, charcutier, 50. Monique ASH, pour vos idées, 50. RATP, réseau routier Geslain machiniste bus, 100.

REGION PARISIENNE

Catherine, instit., 20. Rose, 14. Troc, 15. Saypharaz, 4. Guedj, 10. Un employé BNP Haussmann, 15. Pierre Jean, instit., 40. Complément, 2. Collecte, CRB, 403. Une enseignante, 20. Charlie Galante, 50. Stéphane, 20. Christine Anger, 15. Jean-Claude Bagny, 50. Nicole, 10. Etourdi, 1 500. Dermenjian, 50. Benigui, 50. Par solidarité, 50. Rhône-Poulenc, 100. Je soutiens financièrement (unique-ment) Raimboeuf, 50. Par solidarité, 50. Joëlle, 10. Soutien campagne électorale, 10. Brun, pour la liberté d'expression, 10. Bourin, 20. Roche, 100. Misrahi, 30. Misrahi Léon, 20. Dorst, 20. TC, 50. Anne, 50. Eliza, 50. Ane, 20. Marguerite, 10. Un soutien, 30. Soutien Arpaion, 20. Christine, 100. Martine, 100. Toto, 100. Serezo, 4,60. Pendino, 20. Latifa, étudiante au chômage, 20. Pour arrondir, 10,40.

LEP CURIAL

Un surveillant, 10. Un sympathisant, 100. Loris, surveillant, 100. Une femme de ménage, 20. J.-Vincent, un prof, 100.

LYCEE PAUL BERT

Alexandre V. 5. Nathalie Chanroux, 10. Cordonen, 20.

LYCEE FRANÇOIS VILLON

Philippe H., 10. Philippe, 30.

MALAKOFF

M. P. Allimi, 10. Massolin, 10. Gioglioli, 10. Pour soutenir la gauche, 10. Ne partage pas toutes vos idées mais étant de gauche je vous soutiens, 50.

COULOMMIER

Juliana, secrétaire, 150. Danielle Cégédur, 20. Jean-Claude, apiculteur, 25. Ivan, technicien, 200. Claude, 20.

ALPES DE HAUTE PROVENCE

Lemare, 70. Anonyme, 70.

FORBACH

Weischar, 50. Rousse et tempes grisonnantes, même combat, 100. André, 100. Jean-Marie, 50.

NANCY

Marquez Julio, 25. Anonyme, 20. Lambert, 10. Varinot, 50. Labenelle, 50. Mercier, 200. Mary Ann Dolle, 100. Pascal, 50. J.-Claude, 50.

METZ

Un militant, 150. Chantal, 100. Terzano, 10.

MOSELLE

Frescura, 10. Conti, 10. Stockmil, 50. Menschetti, 100. Raymond, 50. Fraissasi, 100. Thierry, 10. Berlatier, 10. Françoise D., 10. Fioretti, 20. Jean-Philippe, 10. Marc, 15. Hédec, 20.

LUNEVILLE

Martin Jeambois, 100.

NEUVES MAISONS

Dominique Ojam, 25. Claude Ciappelioni, 20. Olivier Conedera, 15. Michel Stauder, 10. Bertrand Dufosse, 10. Roger Tirlicien, 25. Un syndicaliste indépendant, 20. Michel Couchot, 30.

MEURTHE ET MOSELLE

Directrice MJC, 300. Anne Gazeau, retraitée, 20. Anonyme, 20. Madame Clos, 30. Anonyme, 30. Un sympathisant, 30. E.P., 500. Anonyme, 200. Anonyme, 200.

C.H.U. BRABOIS

Yolande, 110. Nadine, 20. Yolande, 50. Jocelyne, 20.

METZ

Manfré, 10. Marie-Laure, 50. Collecte Acieries Neuves-Maisons, 520.

BORDEAUX

Hôpital Sud Bordeaux
Nina, 30. Jean-Paul, 100. Isabelle, 100. Vero, 10. Mana, 20. Cécile, 20. Nicole, 20. Marie Jo, 10. Lolo, 20. Henry, 10.

REGION DE BORDEAUX

Un gars de Silvallac, 40. Jean-Albert Malaty, 100. Michèle Roux, 100. Evelyne Rovère, 100. Descouins, 15. Xavier, 12. Quatre travailleurs des Dames de France et un marchand du marché de Pessac, 180. Jean-Pierre, 40. Jocelyne, 50. Liliane Bezot, 10. Liot, 50. Lafon, 20. Benamor, 10. Amira, 10. Chekraoui, 10. Candan, 10. Aksoy, 10. Deboru V., 5. Une prof., 20. Un stagiaire soudeur, 10. Hélène, 50. Jean Buirazet, 16. Abdel, 20. Mc Grogan D., 20. Domi Barraud, 100. Vérité, 50. Nous, 30. Laurent, 30. Ch. Guimmonet, 50. Christine, 20. Christophe, 20. Jean-François, 20. Un étudiant, 50. Jean-Christophe, 20. Olivier, 40. Francis, 20. Arthur Lafon, 10. Léonce Dupouy, 100. René Aubagnan, 100. Jacques Marsan, 30. Michel Benoit, 80. Gilberte Raimbault, 50. Michel, 70. Richard, 10. Aimé, 50. Michel, 70. Richard, 10. Aimé, 50. Philippe Bretagne, 100. Bourgeois, 15. Monier, 100. Anonyme, 20. Anonyme, 6. Alain Millepiéd, 15. Anonyme, pour le droit à la parole, 100. Judite Curado, 20. Sympathisante, 10. Sympathisant, 100. Roger Jouannis, 200. Alain Lataste, 50. Arias, 10. Semente, 30.

TOURS

Françoise, 20. Etudiante, 20. Jean-Michel, 80. Patrick, SNCF, 94. Quartier Rabatterie, 10. Françoise, 50. Aidesoignante, 60. Enseignant, 100. Sympathisant, 50. Quartier St-Pierre, 15. Sympathisant, 10. Dépôt SNCF ST-PIERRE : Joli, 20 et Catherine, 10. Charles Négrier Amboise, 50. Cheminot, 10. Collecte SNCF ST-PIERRE DES CORPS, 173. Leble, 10. Un anarchiste, 10. Un instit., 300. Hallard, 50. Etienne de Brauer, 20. Tinobuh, 50. 5 ouvriers de chez R. Bellon, 29. Y. Deniau, 20. Bruneau, 20. Sonia, 10. Patrick, 10. Mariella, 10. Un copain, 50. Daniel, chômeur, 50. Gérard et Anine, 55. Mado, agent de service, 50. Un sympathisant, 60. Un couple retraité, 50. Un sympathisant, 50. Lebert, 50. Sylvia, 30. Jean-Marc, 20. Anne, 40.

Causson, 20. Mohamed, 20. Marie-France, 35. Hinnault, 10. Martial, 30. Pascale (LEP), 10. Thines, 25. Lyson (chômeuse), 10. Victor et Maria, 40. Patricia Guébin, 60. Menier, 20. Tahri, 10. Une anarchiste, 20. Michel, 30. Patrick, 30. Lulu, 100. Laurent, 1 50. Laurent, 220. Claude, 10. Marie-Claude, 50. Sympathisant, 20. Roger, 100.

ANGERS

Une infirmière, 20. Une sympathisante, 150. Une ouvrière, 10. Alain, 100.

RENNES

Volant, 10. Elisabeth, 100. Marie Thé, 20. Deneuilly, 50. Un prof de math, 50. Isabelle, 15. Philippe, 10. Laurence, 10. Brigitte, 15. Lycéenne, 10. Lionel, 30. Gare de Rennes, 10. Villejean, 30. Mme M.T. Bretel, 20. Un petit commerçant, 100. Un instituteur, 50. Collègue, 50. Soizic, 100. Anonyme, 50. Employé, 20. Cadre, 50.

CHOLET

Piednoir Danielle, 20. Un employé, 20. Martine, 30. Max Detcheverry, 20. Un ouvrier, 14. Un fainéant, 25. Monique, 160. Geneviève, 20. Hugue, 20. Maryse, 20. Béatrice, ouvrière en chaussures, 50. Cité Villeneuve, 18. Catherine, 20. Cesbron, 10. Soutien, 34.

SAINT-NAZAIRE

Yves Moyon, 20. Loroy, 20. Jouan Durand, 50. L'albatros, 20.

LE HAVRE

Lulu, ouvrier, 20. Hervé, 50. Michel, 50.

CRAM ROUEN

Feulvarc'h, 100. Bourven, 50. Philippe Besnard, 10.

ROUEN

Denize, 50. Kent, 100. Baby, 10. Sympathisant, 50. Sympathisant, 20. Paco, 50. Franck, 10. Mohamed, 20.

CPAM ROUEN

Anonyme, 10. Une employée, 50. Une employée, 30. Un fauché, 10. Une fauchée, 10. Une employée, 20. Une femme, 30. Une employée, 30. Une employée, 50. Une employée, 50.

C.K.D. GRAND COURONNE

Olivier, 50. Michel Huart, 20.

ROUEN

Un copain de Cléon (RNUR), 34. Françoise et Dominique, 50. Il faut s'attaquer aux capitalistes, un enseignant, 40. Une copine, 100. Claude PTT et Muriel Chèques-Postaux, 100. Un copain du tri, 24. Boulenger, 20. Jacqueline, 30. Michèle, 50. Un copain, 40. V.L., 100. Françoise Maire, 20. Christine, 50. Nadine, 50. M. et Mme Mel, 50. Véronique, 100. Hélène, 250. Viviane, 50. Martine, 50. Christine, 50. F., 260.

NANTES

Chesnin-Petard, 100. Anonyme, 50. Anonyme, 50. Mme Goudier, 30. Alfred, 400. Les Légéens DM, 20. Catherine, 30. Jean-Philippe, 30. J.Y.D., 20. Sonia et Claude Legros, 30. En soutien, 10. Léone Chayne, 10. Yvon, 50. Jacques, 10. Un ouvrier, 16. Un retraité cheminot, 10. Un ancien anarchiste, 14. Une copine, 150.

SAINT-BRIEUC

Parent d'un sympathisant, 20. J.-P. Chafoteaux, 50. Un mécontent, 20. Une employée, 10. Un copain, 15. Un employé, 20. Viviane, 30. Josse, 40. Dominique, 50. Françoise, 30. Pierrot, 50. Une acheteuse, 5. Pour l'extrême-gauche, 65.

BREST

Georgelin, 10. Vincent, 10. Eric, 10. Edmond, 10. Une ouvrière, 10. Soutien LO, 4. J.-J. Piro, 30.

REGION PARISIENNE

Ouvrier Vallourec, 60. Pascal Bédier, 150. Anonyme Romainville, 50. André, 20. Cochet, 60. retraitée La Courneuve, 50. Oudjedi, St-Ouen, 20. Un copain, 200. Une sympathisante, 100. Anonyme, 20. Mme Thuillier, 10. Ali Abdou, 25. Sabra Youssel, 10. Michou, 100. Parents, 100. Giot, 20. Jean-Pierre, 100. Travailleur de Thomson, 350. Gégé, 60. Sur le marché, 5. Collecte Marrel, 61,50. Sylvia Aiello, 50. Dominique Delbo, 100. Sabine Delbo, 250. Collecte GAN, 220. Christophe Iliou, 50. Par sympathie Danielle, 50. Copine de la CMSA, 100. Copain, chômeur, 200. Anonyme, 100. Soutien du Brésil, 100. Mme Brachli, retraitée, 20. Mme Pulver, 10. Martine, 45. Collecte Jaeger, 15. Un étudiant, 1. Un enseignant, 10. Mayer, 30. Péron, 10. Guibout, 10. Maurel, 100. Gibon (Choisy), 5. B. (Choisy), 10. Cazals, 5. Collecte CAVER (Choisy), 13. Dimaxio, 4,95. Josiane, 2. Pour Arlette, 3. Rousselot, 10. Birnie-Scott, 10. Yves, 180. Bernard, 50. Emma-

nuelle, 40. Agnès, 150. Jean-François Lorient, 50. Beixeira, 10. Claude Y., 20. Catherine, 100. Isabelle, 100. Bon courage, 20. Il faut qu'elle parle moins vite, 10. Employé Crédit Lyonnais, 20. Isabelle, 200. Un gardien du CL, 30. Marcelle, 100. Un habitant d'Aulnay, 20. S., 25. Nan, 20. Milou, 50. Janine, 50. Colette, 200. Eliane, 25. JPC, 100. P. Rivière, 150. E. Rivière, 50. Michel-Ange, 2. J.-M. Martinez, 10. Etienne Dautry, 15. Debouli, 10. Jean-Louis, 10. Christiane, 2. L'imprimeur du XIII, 2,50. Timon, 10. Guillaume (604296), 50. Anglard J.-D., 50. Anonyme, 10. Anonyme, 4. Anonyme, 4. Maréchal, 20. Soutien, 70. Trois personnes Villejuif, 108. Gilles, 20. François, 20. Alain, 20. Un retraité du livre, 50. Dominique, 100. Travailleur de Citroën St-Ouen, 20. retraitée économiquement faible, 10. Pour Arlette, 50. Un sympathisant, 50. Richard, 50. Marcelle, 50. Patrick, 10. Mère de copain, 20. Soutien Gentilly, 10. Defea, 10. Priscille, 20. Bernard, 16. Dentiste Paris, 13,50. Anonyme, 150. Francis, 50. Une copine, 50. John L., 100. Lisa Loret, 50. Levis Spoom, 200. Cousine politique, 10. Laspus chômage, 60. Olivier, 8,70. Bouteiller, 10. Une sympathisante, 20. Luc, 20. Achille, 10. Carole, 20. Claude, 30. Christian, 20. Gaillard, 20. Mallet, copain du PC, 30. G.P., 100. Un retraité, 100. Ming, 50. Clément, 100. Raymonde Jegou, 100. Une sympathisante, 100. Une habitante de Villeneuve, 12. Fruteau, 50. Une lycéenne, 150. Fic Claire, 80. La mère d'une militante, 500. Riad, 200. Un sympathisant italien, 50. Jean-Pierre, 100. Nadia, 10. Etudiante médecine, 50. Instit., 18°. 50. Olivier, 100. Autre parent, 150. Couple paysans, 100. Gérard, 12. Sylvie, 100. Bernard, 30. Marie-Luce, 21. Alain, 20. Lucie, 5. Jean, 5. Dib, 10. Un ouvrier, 30. Salah, 5. Snaff, 10. Chazel, 10. Jemili, 10. Salom, 10. Quinet, 10. Colette, 50. Frante, 50. Bonatti, 5. Tanguy, 20. Scarti, 10. Jean, 5. Françoise, 10. Un ouvrier, 5. Geneviève, 20. Une Antillaise, 10. Anonyme, 5. José, 30. Alain, 10. Monique, 5. Pierre, 20. Patrick, 20. René, 20. Marques, 10. Un fonctionnaire, 10. Un enseignant, 200. Une militante, 400. Françoise, 20. Flo, 25. Grévin, 300. Philippe, ex-PTT Austerlitz, 300. Guyot D., 50. Abdallah Y., 10. Rougeron, 5. Landais, 5. Lussou, 10. Employée chèques, 15. Employée chèques, 50. Employée chèques pour la poursuite du débat LCR-LO, 100. Employé chèques, 40. Employé chèques, 50. Employé chèques, 300.

PTT PARIS 17

J.-Pierre, 30. Annick, 50. Jean-Paul, 20. René, 20.

VIA

Jacques Boudot, 500. Jean-Michel

Il y a 100 ans naissait PANAÏT ISTRATI



« A l'âge de 12 ans, je gagnais mon pain »

« Cette vie a débuté, écrivait-il en 1932, dès mon enfance par me montrer son plus dur visage. A l'âge de 12 ans, je gagnais mon pain comme garçon de taverne, travaillant 18 heures sur 24, et me faisant battre quotidiennement pour les moindres fautes. Avec l'adolescence, les coups ont cessé, mais ma pénible existence a continué pendant 28 ans, jusqu'en 1924, quand je publiais *Kyra Kyralina* et touchais à ma quarantaine ».

Tour à tour garçon de course, apprenti, manœuvre, peintre en bâtiment, homme-sandwich en Roumanie, mais aussi, au gré de ses vagabondages, en Egypte, en Grèce, en Turquie, au Liban et même en Suisse — où il planta des poteaux télégraphiques — et en France; où il était photographe ambulant, Panaït Istrati mena en effet une vie misérable. Et c'est cette vie, avec les multiples personnages qu'il rencontra, qui lui fournira la matière de ses livres.

En 1898, apprenti dans les ateliers mécaniques du port de Braïla, il assistait aux grèves des dockers, et choisissait le camp de ceux qui luttent « pour une humanité délivrée d'exploitation, de cruauté et d'ignorance, d'égoïsme ». En 1929, il évoqua cette période de sa vie en ces termes : « Je savais que le paysan ne tenait dans ses mains qu'une pauvre faux, au moyen de laquelle il lui était arrivé parfois d'abattre quelque insatiable seigneur, avant de tomber lui-même abattu, tandis

que l'ouvrier, que je voyais détenteur de tant de leviers de commande qu'il eût suffi d'en déplacer un pour qu'une moitié de la ville se fût jetée sur l'autre moitié — pas pour lui faire du mal, mais pour lui demander la raison qui faisait aux uns produire le blé et aux autres le manger, sans qu'il en reste au producteur de quoi s'acheter une chemise. Je me suis éveillé à la vie avec cette question-là sur le bout de mes lèvres ».

Avec les militants socialistes et les ouvriers en grève

Profondément révolté, Istrati se rapprocha, à partir de 1904, des militants socialistes qui travaillaient alors à la reconstruction d'un Parti Socialiste Roumain. Mais c'est en janvier 1905, en participant aux manifestations organisées à Bucarest en solidarité avec la révolution russe qu'il reçut, selon son expression, son « baptême révolutionnaire ». Collaborateur de *La Roumanie Ouvrière*, hebdomadaire du Parti Socialiste Roumain, il était élu, en 1909, secrétaire du premier syndicat des ouvriers du port de Braïla, et participait, l'année suivante, aux grandes grèves qui y éclataient. Sur proposition de Rakovski, il était, en 1912, nommé administrateur de l'Edition socialiste.

Pourtant Istrati gardait ses distances à l'égard des militants socialistes; comme il l'écrivit, plus tard, en 1917 : « Dans ce mouvement, j'ai tou-

jours été un dilettante chaud, parfois impétueux. Pour moi, toute la vie se résume dans le mot sentiment. Aussi ne me suis-je attaché qu'aux seuls militants qui faisaient de l'amitié la plus vivante des religions. De la doctrine, je m'en moque ».

De fait, Istrati, qui n'avait d'ailleurs pas cessé ses vagabondages à travers l'Europe des Balkans, s'éloignait à partir de 1910 du mouvement socialiste.

Et au terme de dix nouvelles années de misère, épuisé, tuberculeux, il échouait en 1920 à Nice où, désespéré, il tentait de se suicider, en janvier 1921.

Contre le stalinisme

Mais quelques mois plus tard, en mars, il entra en contact avec Romain Rolland, dont les livres — et surtout *Jean-Christophe* — l'avaient enthousiasmé. Et cette rencontre allait changer sa vie : poussé par Romain Rolland, il commençait à écrire. Son premier livre, *Kyra Kyralina*, parut en 1923. Puis vinrent la *Présentation des Haïdoucs* en 1925, *Codine* et *Domnita de Snagov* en 1926. Et rapidement, Istrati devint une célébrité, reçu, selon l'expression de Romain Rolland, comme le « Gorki balkanique ».

En 1927, invité aux fêtes du X^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, il partait pour Moscou, plein d'enthousiasme pour la « patrie du socialisme ». 1927, c'était, en Russie, le début des persécutions massives contre les opposants trotskystes. En novembre 1927, Trotsky était exclu du Comité central du Parti Bolchévique et exilé à Alma-Ata. Joffé se suicidait. Et Rakovski était exilé à Astrakan.

Istrati allait rester en URSS jusqu'en février 1929. Et ce qu'il y découvrit, ce fut le stalinisme. Une découverte qui le brisa : « Des espoirs que j'ai nourris toute une vie de misères, ne reste plus rien, plus

« Il n'y a pas
d'art plus grand
que celui qui combat
pour un monde juste »



rien, je suis une loque. Seule l'amitié que j'ai toujours connue reste intacte ». Mais celle-ci n'allait pas rester « intacte » longtemps.

En effet, de retour d'URSS, Panaït Istrati publia, sous son nom, une dénonciation en trois volumes du stalinisme : *Vers l'autre flamme*, *Soviet 29* et *La Russie nue*. En fait, seul le premier de ces trois volumes était de sa plume, les deux autres étant, respectivement, de Victor Serge et de Boris Souvarine.

Romain Rolland avait tenté de le dissuader de publier ces réquisitoires : « Ce serait, lui écrivait-il, un coup de massue à la Russie entière. Ces pages sont sacrées, elles doivent être conservées dans les archives de la révolution éternelle, dans son livre d'or. Nous vous aimons encore plus et vous vénérons de les avoir écrites. Mais ne les publiez pas ». A la suite de la publication desdites « pages sacrées », Romain Rolland rompit avec Istrati.

Attaqué, calomnié par la presse du Parti Communiste Français — mais aussi par la presse de gauche — dénoncé comme vendu à la police politique roumaine, comme fasciste, comme antisémite, il se retrouva isolé; ses anciens amis se détournaient, quand ils ne hurlaient pas avec les loups : « A mon retour de Russie, je me séparai de mes plus grands amis. Et cependant que l'Egypte me refoulait et que l'Italie me jetait dans ses cachots à Trieste, les aimables bergers communistes annonçaient mon apostasie à l'Europe entière, à ma classe. Ils le firent tout à leur aise, au milieu d'un silence qui me prouva combien l'homme est seul sur la terre ».

Le désespoir de « l'homme qui n'adhère à rien »

De fait, les dernières années de Panaït Istrati — il mourut le 16 avril 1935 — sont marquées par un profond désespoir : dénonçant tout engagement, toute organisation qui, écrit-il,

« ne profite et ne profitera jamais qu'aux organisateurs », c'est avec désespoir qu'il assista, en spectateur, au bouleversement de la société par la grande crise : « L'argent lui-même, qui représentait jusqu'à hier la garantie absolue contre la misère, ne représente plus rien aujourd'hui. Du jour au lendemain il s'évanouit avec les banques qui sautent, avec les grosses entreprises qui s'effondrent. (...) La direction du monde moderne (...) jette des millions d'hommes à la rue, les affame, et, sous leurs yeux, brûle des milliers de quintaux de blé, laisse pourrir dans les champs d'immenses cultures de pommes de terre, jette à la mer des cargaisons entières de café et de bananes... Voilà des forfaits monstrueux, des crimes que l'histoire n'a jamais connus. (...) Ainsi il naît de notre temps un homme nouveau, l'homme qui n'a plus qu'une nécessité impérative et constante : la faim ! Il n'est plus que ventre creux et gueule ouverte, comme le chien vagabond. Pour lui, plus de beauté terrestre, ni d'aspiration sublime. Dans sa pensée obscure, son destin se réduit à avoir faim et froid ».

Les derniers livres d'Istrati (*La Maison Thüringuer*, *Le bureau de placement*, *Méditerranée*, que les éditions Folio viennent de rééditer) sont profondément marqués par ce pessimisme désespéré, même s'ils vibrent encore, ici ou là, des accents de cette révolte contre l'injustice et l'oppression qui, de la chronique des Haïdoucs à *Vers l'autre flamme* en passant par *Les Chardons* du Baragan constituèrent la matière essentielle de ses livres, quand il fixait à l'artiste ce rôle : « Se trouver à la tête de tous les vaincus ; son art doit être une arme et son succès doit être la victoire sur l'injustice. (...) Il n'y a pas d'art plus grand que celui qui combat pour un monde juste, qui rend l'homme meilleur, qui efface les larmes de ceux qui pleurent, qui donne du pain aux affamés et des gîtes aux sans-abri. Le reste n'est qu'hypocrisie et égoïsme ».

Jean-Jacques LAMY

CINQUANTENAIRE DE LA DÉCOUVERTE DE LA RADIOACTIVITÉ ARTIFICIELLE

UN LIVRE : « La radioactivité artificielle et son histoire »

Écrit à l'occasion du cinquantième anniversaire de la découverte de la radioactivité artificielle par Frédéric et Irène Joliot-Curie, ce livre se veut destiné au grand public intéressé par le développement des sciences de la nature. Il n'est cependant pas un livre de vulgarisation accessible à tous, et sa lecture nécessite un minimum de connaissances scientifiques.

L'objet du livre est de retracer l'histoire de la découverte de la radioactivité artificielle, et l'évolution des idées des physiciens sur la structure de la matière que cette découverte a entraînée, le tout illustré de récits vivants de ces découvertes et du travail des chercheurs, ainsi que de plusieurs petites biographies des physiciens qui y ont participé.

C'est en 1895 que le physicien allemand Wilhelm K. Röntgen découvrit l'existence des rayons X. Un physicien français, Henri Becquerel, découvrait à son tour l'année

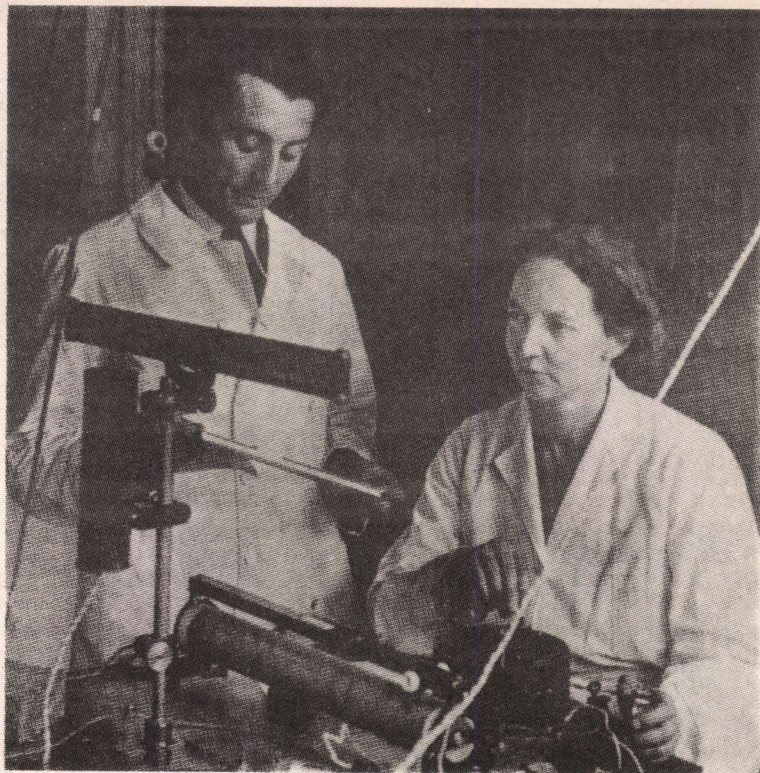
suivante la propriété de l'uranium d'émettre un rayonnement jusqu'alors inconnu. Ce fut le point de départ de toute l'étude de la physique nucléaire.

La découverte du radium par Marie Curie vint confirmer l'existence de la radioactivité naturelle. Les travaux de Pierre et Marie Curie, ainsi que ceux de Rutherford, éclairaient alors d'un nouveau jour la connaissance de la constitution de la matière : si l'on savait déjà à la fin du XIX^e siècle que la matière était constituée d'atomes, on pensait alors que ces atomes étaient stables ; la radioactivité montrait le contraire, car elle était émise par la décomposition des noyaux atomiques de l'uranium et du radium. Cette radioactivité était « naturelle » car elle était produite par la décomposition spontanée d'éléments chimiques rencontrés sur Terre.

Trois décennies plus tard, les physiciens, et notamment Frédéric Joliot et sa femme

Irène Curie (fille de Pierre et Marie Curie) découvraient que sous l'action de particules, les noyaux des atomes étaient susceptibles de se modifier en formant de nouveaux noyaux, donc de nouveaux éléments chimiques. La plupart de ces nouveaux éléments n'étaient pas stables et, comme l'uranium ou le radium, émettaient un rayonnement radioactif en se décomposant. Cette radioactivité, dite « artificielle » car produite par des éléments créés artificiellement, n'est pas de nature différente de la précédente, elle n'est même pas à vrai dire moins naturelle. La seule différence est que la grande lenteur de dégradation de l'uranium explique que l'on trouve toujours cet élément présent dans le sous-sol terrestre, alors que les éléments radioactifs les plus instables ont eu le temps de disparaître depuis la création du système solaire.

Un des mérites du livre est de bien montrer aussi les



Frédéric et Irène Joliot-Curie en 1934.

échanges d'idées qui se faisaient entre savants de tous les pays, sans lesquels la physique n'aurait pas pu avancer aussi vite en ces quarante premières années du siècle, ainsi que de retracer l'évolution de la pensée des savants, les efforts et les sacrifices aussi que cela a pu demander : Marie Curie mourait d'épuisement, les cellules détruites par les radiations auxquelles elle avait été exposée au cours de ses travaux ; Frédéric et Irène Joliot-Curie mourraient tous deux de leucémie.

La fin de l'ouvrage aborde quelque peu, mais sans discu-

ter ce problème, les applications de l'énergie nucléaire ; et le plus révoltant, c'est bien que l'une des plus belles découvertes de l'humanité, qui a demandé tant d'efforts, la collaboration de savants de tous les pays, ait été en premier lieu utilisée à fabriquer l'engin de mort le plus monstrueux qui ait jamais vu le jour, destiné à faire s'entretuer les peuples.

O.C.M.

La radioactivité artificielle et son histoire de P. Radvanyi et Monique Bordry. Édition du Seuil (Points Sciences).

UNE EXPOSITION : Au Palais de la Découverte, à Paris

Pour ce cinquantenaire de la découverte de la radioactivité artificielle, une salle du Palais de la Découverte est consacrée aux différentes découvertes qui, depuis le début du siècle, ont conduit à une connaissance de plus en plus fine de la structure de la matière, débouchant sur l'utilisation de l'énergie nucléaire.

On peut voir comment la

découverte des deux savants — qui leur valut le Prix Nobel en 1935 — s'inscrit dans la suite de multiples progrès expérimentaux et théoriques. L'exposition part de l'état des connaissances sur la structure de la matière en 1920, puis expose quelle fut l'utilisation du rayonnement alpha, « outil privilégié » de la recherche, comment l'existence du neu-

tron fut prouvée en 1932 par Chadwick et comment les Joliot-Curie tirèrent parti de ces connaissances pour établir la radioactivité artificielle et l'existence d'une nouvelle particule, l'électron positif. La contribution théorique de plusieurs savants comme Einstein, Dirac, De Broglie est aussi explicitée. L'exposition aboutit à l'énergie nucléaire et ses

applications, particulièrement ses applications pacifiques, comme celle des radioéléments en médecine.

Quelques manipulations permettent de se rendre compte clairement des performances des divers rayonnements émis par les corps radioactifs.

Mais l'ensemble de l'exposition est d'un accès difficile et

seules des connaissances déjà solides dans ce domaine peuvent permettre de se passer d'un conférencier. (Exposés à 11h, 15h et 16h 30).

Samuel LATAN

Palais de la Découverte, jusqu'au 9 septembre 1984. Tous les jours, sauf lundi, de 10h à 18h, entrée : 10 F.

TELE

TELE

TELE

Sélection télévision

Samedi 21 juillet

A2. 21 h 35. **Les enfants du rock**, avec un concert de Roxy Music de 1982.

TF1. 22 h 35. **Alfred Hitchcock présente** un court métrage inédit : **Jour de pluie**, une affaire criminelle, bien entendu.

FR3. 22 h 50. **Musclub** : une rediffusion d'un spectacle de ballet avec le Kirov de Leningrad et aussi Carolyn Carlson.

Dimanche 22 juillet

TF1. 19 h. **Jesse Owens**, le début d'un feuilleton américain en quatre épisodes sur celui qui fut certainement le plus grand athlète de ce siècle. Comme il était noir, il fut en butte au racisme aussi bien aux USA qu'en Allemagne, à l'époque des Jeux Olympiques de Berlin de 1936.

TF1. 20 h 35. **Sherlock Holmes attaque l'Orient-Express**. Un film où le célèbre détective londonien se trouve associé au psychanalyste viennois Sigmund Freud, lequel n'est pas moins doué pour démêler une intrigue policière.

FR3. 22 h 30. **Cinéma de Minuit** présente une série de courts métrages datant de 1936-1942 réalisés par Jacques Tourneur sur des sujets très variés.

Lundi 23 juillet

A la même heure, les trois chaînes présentent des émissions intéressantes. Il faudra bien choisir...

TF1. 20 h 35. **La chevauchée fantastique**. « Le » classique du film de western réalisé par John Ford, avec John Wayne.

A2. 20 h 35. **Le grand échiquier**,

avec une sélection des meilleures séquences des dix dernières années...

FR3. 20 h 35. **Kennedy**, le quatrième épisode d'un feuilleton britannique consacré au défunt président des USA. A la gloire de Kennedy, bien sûr, mais néanmoins intéressant. Cette fois, il s'agit de la lutte des Noirs américains et du début de la guerre du Vietnam.

Mardi 24 juillet

TF1. 20 h 30. **Les mardis de l'information** sont consacrés à la **menace bio-chimique**. Un reportage déjà diffusé en décembre dernier montre que les grandes puissances disposent de tout ce qu'il faut pour anéantir la planète, au cas où elles préféreraient les toxines, les bactéries et les virus aux bombes atomiques...

FR3. 20 h 50. **Ivanhoe**. Un film d'aventures au temps du roi Richard Cœur-de-Lion d'Angleterre, d'après le célèbre roman de Walter Scott. Avec Robert Taylor et Elisabeth Taylor.

TF1. 22 h 15. **Le chef d'orchestre**, un film d'Andrzej Wajda où l'on voit un maestro d'origine polonaise, devenu célèbre à l'Ouest, revenir en Pologne pour un concert exceptionnel. C'est l'occasion de dénoncer au travers des bureaucrates de la musique la société polonaise actuelle. Un film réalisé peu avant la prise de pouvoir par Jaruzelski.

Mercredi 25 juillet

TF1. 18 h 20. **La merveilleuse histoire des Jeux Olympiques**. Il s'agit cette fois d'une évocation des Jeux de 1936 à Berlin,

pour lesquels fut construit un stade de 120 000 places qu'Hitler déclara trop petit ! Ce fut une gigantesque opération de propagande du régime nazi.

Jeudi 26 juillet

TF1. 21 h 40. **L'Espagnol**. Deuxième partie du téléfilm retraçant l'histoire d'un émigré espagnol venu en France, à l'époque de la dernière guerre, d'après le roman de Bernard Clavel.

Vendredi 27 juillet

A2. 23 h. **Une rébellion à Romans**. Une fois n'est pas coutume, il s'agit d'un film que la télévision présente avant sa sortie en salle. L'histoire authentique d'une rébellion et surtout d'une répression en 1579 en Dauphiné.

FILMS

« La déesse »



Ce film indien se situe au Bengale, il y a cent ans, dans une riche famille. Uma, le fils, vit un bonheur paisible avec sa jeune épouse Doya, qui n'a que 17 ans. Mais Uma est un esprit tourné vers la modernité, le progrès, les études rendues possibles par la présence anglaise. Aussi décide-t-il de s'absenter plusieurs mois pour passer à la ville ses examens d'anglais.

Le père d'Uma, lui, est resté traditionaliste. C'est un dévôt et il voue un culte quasi fanatique à la déesse Kali. Dans la religion hindoue, Kali peut prendre différentes formes. C'est « Ma », la déesse-mère, la bienfaitrice. Mais elle peut prendre aussi le masque terrible de la mort et, en ce cas, elle est représentée peinte en noir, portant un collier de têtes coupées. Son culte exige des sacrifices.

Le père voue aussi une admiration tenace autant que suspecte à sa charmante belle-fille. A tel point qu'une nuit, un

rêve lui apporte la révélation : Doya n'est autre qu'une réincarnation de Kali. Il faut l'installer sur l'autel, il faut la vénérer.

Doya, dévouée et soumise, se laisse faire. Désormais, elle doit consacrer sa vie à contempler, immobile, un parterre de vieillards fanatiques prosternés à ses pieds. Les pèlerins affluent, les mendiants, les malades, espérant qu'elle opérera le miracle de leur guérison.

Doya se rend compte qu'elle n'est plus considérée comme un être humain, qu'on lui inflige le fardeau de la fabrication de miracles, qu'elle est définitivement séparée de son mari. Elle s'affole, fait prévenir celui-ci.

Cette lutte entre l'obscurantisme dévôt du père et des fidèles de Kali et le progressisme du fils symbolise bien sûr les problèmes de l'Inde déchirée entre le fanatisme religieux et l'évolution moderne.

Les images et la musique sont très belles.

K.R.

Films récents...

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT.

de Robert Zemeckis.

Les aventures d'une romancière américaine aux prises avec la jungle colombienne et plein d'autres dangers... De l'aventure, de l'humour et de l'amour !

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Gaumont Richelieu 2^e. Paramount Odéon 6^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. Nation 12^e. Paramount Bastille 12^e. Fauvette 13^e. Paramount Galaxie 13^e. Gaumont Sud 14^e. Miramar 14^e. Gaumont Convention 15^e. Paramount Maillot 17^e. Images 18^e. Paramount Montmartre 18^e. Gambetta 20^e.

LE MYSTÈRE SILKWOOD.

de Mike Nicols.

Une ouvrière dans une usine nucléaire dénonce le mépris des industriels pour les conditions de travail et de vie des travailleurs.

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Saint-Germain Village 5^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Sept Parnassiens 14^e (vo).

L'ETOFFE DES HÉROS.

de Philip Kaufman.

Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures mais on ne voit pas le temps passer.

Biarritz 8^e (vo). Escorial Panorama 13^e (vo).

UNDER FIRE.

de R. Spottiswood.

A travers le reportage d'une équipe de journalistes, la guerre civile au Nicaragua au moment du départ de Somoza. UGC Opéra 2^e. Ciné Beaubourg 3^e (vo). UGC Odéon 6^e (vo). UGC Biarritz 8^e (vo). UGC Boulevard 9^e. UGC Gare de Lyon 12^e. UGC Gobelins 13^e. Les Montparnos 14^e. 14 Juillet 15^e (vo). Tourelles 20^e.

... et moins récents

WEST SIDE STORY.

de Robert Wise.

Une tragédie musicale à l'américaine sur le thème de Roméo et Juliette.

Paramount Marivaux 2^e (vo). Paramount Odéon 6^e (vo). Publicis Elysées 8^e (vo).

LES BLUES BROTHERS.

de John Landis.

Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup d'humour. Rex 2^e.

Ciné Beaubourg-les-Halles 3^e (vo). Danton 6^e (vo). Montparnasse UGC 6^e. UGC Champs-Élysées 8^e (vo).

FAME.

de Alan Parker.

La passion de jeunes élèves pour la musique, la danse... et la réussite sociale !

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Berlitz 2^e. Saint-Michel 5^e (vo). Colisée 8^e (vo). St-Lazare Passy 8^e. 14 Juillet 11^e (vo). Fauvette 13^e. Bienvenue 15^e (vo). Gaumont Convention 15^e.

CARMEN.

de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Vendôme 2^e. Monte Carlo 8^e.

RUE CASES-NÈGRES.

de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Épée de Bois 5^e.

... et de vieux films à voir ou à revoir

MAIS QUI A TUÉ HARRY ?

d'Alfred Hitchcock.

Trop de coupables pour un cadavre qu'on ne cesse d'enterrer et de déterrer.

Forum Cinéma Orient Express 1^{er} (vo). Hautefeuille 6^e (vo). Marignan 8^e (vo). Français 9^e. 14 Juillet 11^e (vo). Trois Parnassiens 14^e (vo). 14 Juillet 15^e (vo).

LE VOLEUR DE BICYCLETTE.

de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre.

Espace Gaité 14^e.

NOBLESSE OBLIGE.

de Robert Hamer.

On n'a parfois pas le choix : il faut assassiner les membres de sa famille ! Un chef-d'œuvre de l'humour britannique.

Action Ecole 5^e (vo).

TO BE OR NOT TO BE.

d'Ernst Lubitsch.

Une troupe de théâtre polonaise résiste aux nazis. Mais Shakespeare résiste aux acteurs...

Saint-André-des-Arts 6^e (vo).

EL.

de Luis Bunuel.

La jalousie jusqu'à la paranoïa.

Forum Orient Express 1^{er} (vo). 14 Juillet Parnasse 6^e (vo). 14 Juillet Racine 6^e (vo). Balzac 8^e (vo). 14 Juillet Bastille 11^e (vo).

AMERICA, AMERICA.

de Elia Kazan.

De la Turquie au « rêve » américain, vu par un jeune émigrant.

Reflet Quartier Latin 5^e.

DE L'OR EN BARRE.

de Charles Crichton.

Un classique du film d'humour britannique.

Action Christine 6^e (vo).

FENÊTRE SUR COUR.

d'Alfred Hitchcock.

Une enquête criminelle vue d'une fenêtre.

Reflet Quartier Latin 5^e (vo).

LES SEPT SAMOURAIS.

de Kurosawa.

Des guerriers professionnels apprennent à des villageois à se défendre contre des bandits et à triompher.

Panthéon 5^e (vo).

EXPOSITION

100 ans d'automobile française

Sans être un fana de la voiture, on peut trouver un certain intérêt à voir les 200 modèles présentés dans le cadre de l'exposition : « 100 ans d'automobile française ».

De la « Delamare-Debouteville », construite en 1884 aux modèles actuels, en passant par la Bugatti « Royale » de sept mètres de long construite à sept exemplaires seulement (Bugatti n'en a pas vendu une seule ; aussi il

en a gardé une pour son usage personnel et les moteurs des autres ont été montés sur des autorails), il y a de tout : des plus sophistiqués aux prototypes les plus élémentaires comme celui de la première 2 CV.

En dehors de cette présentation de voitures, l'exposition maintient un savant équilibre entre les deux grands constructeurs automobiles que sont Peugeot et Renault qui ont fait

disparaître quasiment tous leurs concurrents français en un siècle. L'ensemble est un panégyrique de la technique et de l'industrie automobiles : immense diaporama panoramique sur le développement de l'industrie automobile ; présentation des moteurs et de leur évolution (moins de consommation et plus de puissance pour une plus petite cylindrée), problèmes de l'aérodynamisme, et enfin la construction elle-même avec des robots sou-

deurs ou des robots peints ou encore manipulateurs. Réalisée avec de très gros moyens, cette exposition présente une industrie où tout est neuf, tout est beau. Tant de moyens et de capacités pour produire toujours plus... mais avec toujours plus de difficultés à vendre !

S.L.

Au Grand Palais. Métro Champs-Élysées. Entrée : 30 F. Tous les jours de 10 à 21 h, mardi et jeudi jusqu'à 23 heures.

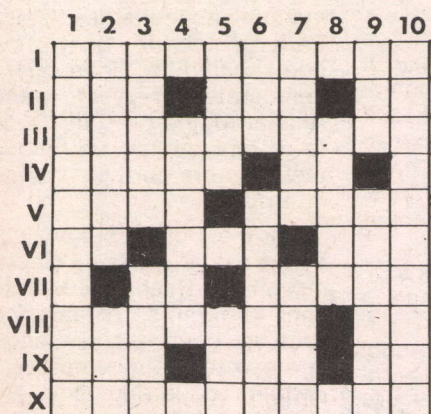
COMMUNIQUÉ

33^e Festival des Jeux du Théâtre de Sarlat en Périgord, du 17 juillet au 5 août 1984, avec notamment :

— Les Bonnes, de Jean Genêt (jeudi 19 et vendredi 20 juillet).
— Les fourberies de Scapin, de Molière (mardi 31 juillet et mercredi 1^{er} août).

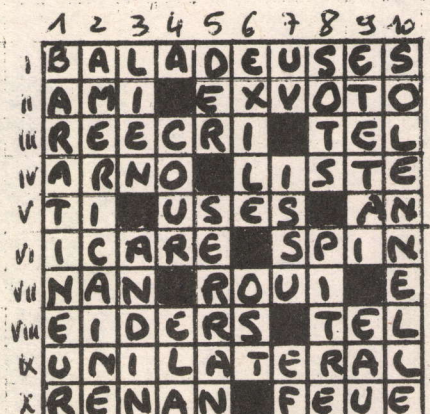
Pour tous renseignements, écrire au Comité du Festival BP n° 53, 24200 SARLAT.

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Siège d'allées et venues. II. Petite bière. A fait la bombe. En avant. III. Dénuée de fantaisie. IV. Tangible. En rire. V. Sur la croix. Etôile. VI. Démonstratif. On le trouve en vidéo. On n'en a qu'un de propre. VII. Article. Prend sa source au Viso. VIII. Mettre sur pied. Cycle. IX. Trompés. Rio africain. En droit. X. Attirent le public.

VERTICALEMENT. — 1. Barrages routiers. 2. Pas libre. Inversé : sans mélange. 3. Ne fait pas le poids. Volé. 4. Permet d'éteindre ou de mettre de l'huile sur le feu. 5. Personnel. Pas fin. 6. Transport en commun. Etablira le lien. 7. Fera un essai. Réservoir. 8. Emit des gouttes. 9. Ancien dignitaire éthiopien. Coulage. 10. Incidents.



Grande-Bretagne

Face à l'action ouvrière, Thatcher en difficulté

En se lançant à leur tour dans la grève totale, depuis le 10 juillet, les dockers britanniques ont donné une dimension nouvelle, plus directement politique, au combat des mineurs, combat entré maintenant dans son cinquième mois.

Car de toute évidence, les motifs mis officiellement en avant par le Syndicat des Transports, dont dépendent les dockers, ne suffisent pas à expliquer l'extension et la prolongation de la grève des dockers. Officiellement, les dirigeants de ce syndicat — le TGWU — protestent contre « les infractions au code du travail portuaire » (qui régit l'embauche des dockers dans les grands ports) parce que le trust nationalisé de l'acier a fait appel à de la main-d'œuvre non syndiquée pour décharger le minerai destiné aux usines sidérurgiques.

Mais si les dirigeants de l'acier ont fait appel à une telle main-d'œuvre, c'est bien parce que les dockers refusaient de faire ce travail. Il s'agit, pour ces derniers, de bien davantage que du respect d'un accord juridique entre employeurs et organisations syndicales ; il s'agit et bien d'exprimer leur solidarité active avec les mineurs en grève.

D'ailleurs, bien que, le 13 juillet, les garanties aient été données aux organisations syndicales sur le litige initial, dans le port d'Immingham, la grève des dockers n'en continue pas moins. Y compris dans des ports qui ne rentrent pas dans le cadre « du code du travail portuaire », ce qui est notamment le cas du port de Douvres.

Et l'ampleur même de cette grève, avec tout particulièrement l'entrée dans la lutte des travailleurs du grand port de Douvres précisément, déborde largement le cadre dans lequel les dirigeants syndicaux auraient sans doute préféré la voir se cantonner.

En fait, le gouvernement Thatcher se trouve désormais directement sur la sellette. Alors que Margaret Thatcher avait pu jusque-là espérer que le long conflit dans les mines finirait par s'enliser et que les mineurs, en butte aux difficultés financières, en butte aussi à la répression, finiraient par se décourager dans l'isolement — d'autant que la grève des mines ne pose pas encore de problèmes graves de pénurie de charbon — désormais, les choses sont beaucoup plus embarrassantes pour elle.

La grève des dockers, jointe à celle des marins en ce qui concerne du moins le trafic des marchandises, représente entre les mains des travailleurs une arme particulièrement puissante, évidemment, dans un pays comme la Grande-Bretagne. C'est de leur travail que dépend l'essentiel de l'approvisionnement du pays, notamment en fruits et en légumes, au point que la presse commence à parler de « blocus » à propos de la situation. Et leur grève représente un renfort de taille à la lutte des mineurs.

Les milieux politiques britanniques comme les milieux d'affaires ne s'y trompent pas. Les critiques contre Margaret Thatcher se sont multipliées tout spécialement depuis que les dockers se sont lancés dans la grève, y compris dans les rangs des conservateurs eux-mêmes. Un hebdomadaire des milieux d'affaires, *The Economist*, ne mâche pas ses mots pour lui reprocher ses « ratés, fautes et omissions » : « Le deuxième gouvernement de Mme Thatcher se distingue pour devenir le plus inepte depuis la guerre », a-t-il écrit.

Comme un malheur n'arrive jamais seul, Margaret Thatcher vient de se voir désavouée par la haute cour de justice. Celle-ci a jugé « illégale » sa décision de retirer leurs droits syndicaux aux fonctionnaires d'un

grand centre d'écoutes travaillant pour la « défense nationale » à Cheltenham.

C'est un camouflet dont la « Dame de Fer » se serait bien passé, surtout dans le contexte actuel.

Ce n'est évidemment pas le fond de sa politique que politiciens et gens d'affaires reprochent à Margaret Thatcher. C'est plutôt qu'apparemment cette politique ne passe plus sans problèmes, qu'au contraire, les travailleurs se dressent contre elle, et que finalement, elle comporte des risques d'explosion sociale.

Et l'on voit les leaders travaillistes commencer à s'agiter, et, pour certains du moins, envisager prudemment de prendre le train en marche. Ainsi, le leader travailliste Neil Kinnock s'est montré sur une estrade à côté d'Arthur Scargill, le dirigeant du syndicat des mineurs, lors d'un gala de soutien aux mineurs à Durham, pour la première fois dans cette grève. Sans doute estime-t-il qu'une perspective de relèvement du pouvoir se profile. Il a même comparé Margaret Thatcher à « une impératrice sur le déclin (...) qui donne des ordres que personne n'entend et dirige des forces économiques qui l'ont désertée ».

Le gouvernement Thatcher, après s'être réuni en cabinet de crise le 16 juillet, a pour le moment renoncé à recourir à l'état d'urgence et à l'intervention de l'armée comme il en avait été question au cours du dernier week-end. Pour le moment, il tempore. Son attitude consiste, d'une part, à essayer de traiter séparément le problème des dockers et celui des mineurs ; mais à l'heure actuelle, les négociations avec les uns comme avec les autres n'aboutissent à rien ; et d'autre part, à miser sur l'impopularité éventuelle de la grève dans la masse de la population, surtout si les problèmes d'approvisionnement



Le port de Douvres paralysé par la grève.

(AFP)

s'aggravent. Apparemment, les dockers en grève sont bien conscients de cette difficulté et souhaitent en tout cas que le trafic des passagers sur le continent ne soit pas empêché.

Pour le gouvernement de la « Dame de Fer », en effet, le recours à une politique de force serait une arme à double tranchant : encore faudrait-il qu'elle impressionne les grévistes, faute de quoi, c'est au contraire l'impuissance du pouvoir qui risquerait d'apparaître au grand jour.

Leurs adversaires en tout cas ne sous-estiment pas la résolution des grévistes. Malgré l'arsenal législatif anti-grève et antisyndical dont ils disposent, en particulier depuis 1980 et 1982, ils n'y recourent jusqu'à présent que prudemment et ponctuellement. Ce que d'ailleurs l'hebdomadaire *The Economist* et d'autres journaux des milieux conservateurs semblent déplorer.

Cependant, si la crainte de voir la grève se généraliser en réaction à une politique répressive a de quoi retenir les dirigeants politiques responsa-

bles, l'hypothèse d'une épreuve de force décisive est, semble-t-il, envisagée dans les milieux financiers. *The Economist* écrit que, si la Grande-Bretagne va vers la grève générale, il n'y a pas de quoi s'en effrayer. Le *Financial Times* conclut son éditorial (14 juillet) par ces mots : « Finalement, aucun gouvernement britannique depuis des années n'a été mieux placé pour envisager un conflit social majeur ».

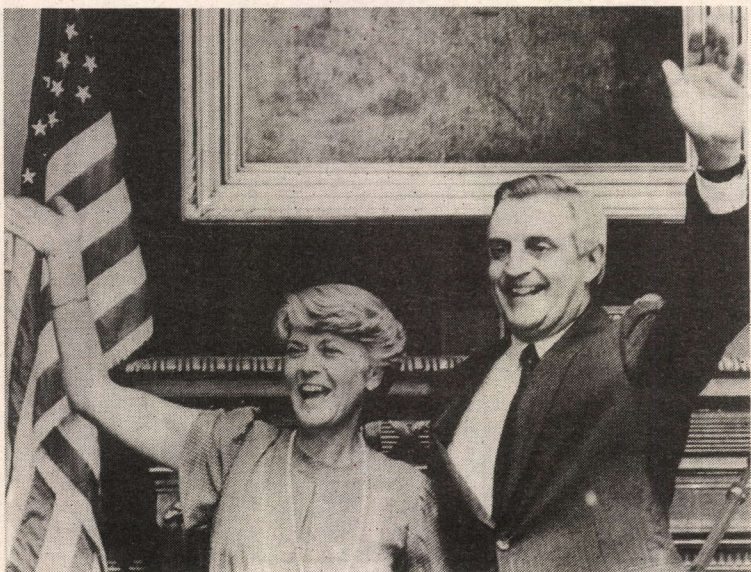
Mais c'est compter peut-être un peu vite sans la détermination des travailleurs en grève. Les dockers ne sont peut-être pas davantage prêts à se laisser intimider que les mineurs, lesquels n'ont pas reculé malgré les nombreux et sévères affrontements avec la police depuis le début de leur grève.

Mineurs, dockers et marins savent bien quels adversaires ils ont décidé d'affronter ; de ce point de vue, c'est en connaissance de cause qu'ils sont entrés en lutte. Et la sérénité affectée des milieux d'affaires britanniques va sans doute, et heureusement, être troublée.

Christiane LE GUERN

USA

Un « ticket » Mondale-Ferraro pour rester dans le même wagon



Mondale-Ferraro : laissez venir à nous les 53 % d'électrices. (AFP)

Pour s'opposer à Reagan dans les élections présidentielles américaines de novembre prochain, il y aura donc un « ticket » Walter Mondale-Geraldine Ferraro : ainsi en a décidé la Convention du Parti Démocrate réunie à San Francisco du 16 au 19 juillet, dans l'ambiance de carnaval qui entoure, traditionnellement, cette manifestation.

Que Mondale l'emporte finalement sur ses deux rivaux dans la course à l'investiture démocrate, c'était sans doute assez attendu depuis que les résultats des élections primaires de ces derniers mois lui avaient donné l'avantage ; il n'y avait guère de quoi éveiller l'intérêt autour du candidat démocrate, ex-vice-président de Jimmy Carter, auquel, qui plus est, les sondages n'accordent jusqu'à présent guère de chances contre Reagan. Pour créer l'événement, il aura fallu à Mondale faire une grande

première : avoir l'audace de proposer une femme comme candidate... à la vice-présidence.

C'est la première fois qu'une femme figure parmi les candidats à la présidence des Etats-Unis, même en position de vice-présidente. Cela en dit long sur le système politique américain et sur la place qu'il accorde au sexe féminin, semblable d'ailleurs en cela à la plupart des grandes « démocraties » occidentales. Les Etats-Unis comptent, en tout et pour tout, une femme gouverneur, deux au Sénat et vingt-deux à la Chambre des Représentants. Mesieurs les politiciens défendent âprement leurs fauteuils.

Quant à ce que ce choix indique sur Mondale et la direction du Parti Démocrate, c'est surtout que leur principal souci dans cette campagne électorale est de ratisser large. 53 % de l'électorat américain est féminin et de plus les femmes

passent pour voter plus volontiers démocrate que républicain. Le choix d'une femme comme candidate à la vice-présidence vient à point nommé pour leur rappeler que le Parti Démocrate compte sur leurs voix.

Le « ticket » a donc été choisi, non sans mal, et il est temps de mettre en marche la machine à récolter les votes du Parti Démocrate. Quatre mois pour accréditer l'idée que les démocrates peuvent vaincre Reagan d'une part, qu'ils peuvent représenter un changement d'autre part, ce n'est pas de trop.

Car c'est bien cela qui reste à faire : faire croire à l'électeur moyen que Reagan et Mondale sont différents, et que cela vaut le coup d'aller jusqu'à l'urne voter pour remplacer le premier par le deuxième. Bien difficile à démontrer !

André FRY